



Rapport financier 2013

longueuil



Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Longueuil _____

Code géographique : 58227 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération _____

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3-G

Section I - États financiers consolidés

Table des matières

S4-G

États financiers consolidés audités

S5-G - S25-G

Renseignements consolidés non audités

S26-G - S28-G

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières

S30-G

Autres renseignements non audités

S35-G - S57-G

TABLE DES MATIÈRES

G=Global
PAGE

Section I

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant	S6-G	6
Rapport du vérificateur général	S6.1-G	6.1
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur la ventilation des dépenses mixtes	S6.2-G	6.2

Renseignements complémentaires consolidés

Informations sectorielles consolidées		
Résultats détaillés par organismes	S7-G	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	S8-G	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	S9-G	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	S10-G	10
Situation financière par organismes	S11-G	11
Flux de trésorerie par organismes	S12-G	12
Charges par objets par organismes	S13-G	13
État consolidé des résultats	S18-G	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	S19-G	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	S19-G	15
État consolidé de la situation financière	S20-G	16
État consolidé des flux de trésorerie	S21-G	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	S22-G	18
Autres renseignements complémentaires consolidés		
Excédent (déficit) accumulé	S23-G	19
Avantages sociaux futurs	S24-G	20
Endettement total net à long terme	S25-G	21

Renseignements consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	S27-G	23
Analyse des charges consolidées	S28-G	24

Section II

Autres renseignements financiers - Table des matières	S30-G	26
---	-------	----

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES		38
--	--	----

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE NON CONSOLIDÉES		65
---	--	----

Conformément aux dispositions de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes, j'ai dressé le rapport financier de la Ville de Longueuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013. Les états financiers présentés dans ce rapport ont été préparés en tenant compte de la charte de la Ville et des particularités de la comptabilité municipale au Québec, tel que décrit à la note 2, et j'atteste de leur véracité.

Ces états financiers et l'information présentée dans ce rapport sont la responsabilité de l'administration municipale. C'est à elle qu'incombe la responsabilité de maintenir des systèmes de contrôle interne et de comptabilité adéquats qui fournissent une assurance raisonnable que les politiques de la Ville sont suivies, que ses opérations sont effectuées conformément aux autorisations requises, que ses biens sont convenablement conservés et que les états financiers reposent sur des registres comptables fiables.

Pour évaluer certains faits et opérations, l'administration a procédé à des estimations selon la meilleure appréciation qu'elle avait de la situation et en tenant compte du seuil de signification.

Conformément à la répartition des pouvoirs et compétences prévue par la charte de la Ville de Longueuil, les pouvoirs de la Ville sont exercés par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération. Le conseil municipal exerce sa responsabilité relativement aux états financiers par l'entremise du comité exécutif.

Les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 ont été vérifiés par la vérificatrice générale de la Ville et par un vérificateur externe mandaté par le conseil municipal, Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L. Leur rapport est présenté aux pages suivantes.

La directrice des finances et trésorière



Sylvie Toupin, CPA, CA

Le 28 avril 2014



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Longueuil

Raymond Chabot Grant Thornton
S.E.N.C.R.L.
Bureau 2100
4805, boulevard Lapinière
Brossard (Québec) J4Z 0G2

Téléphone : 450 445-6226
Télécopieur : 514 876-5021
www.rcgt.com

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ville de Longueuil et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables

retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Longueuil et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2013 ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Longueuil inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.

Brossard
Le 28 avril 2014

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A111208



Bureau de la Vérificatrice générale

Rapport de la Vérificatrice générale

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Longueuil

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ville de Longueuil et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les Normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La direction n'a pas comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière des paiements de transfert à recevoir du gouvernement du Québec et dont il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus. Ces montants sont relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres charges pour lesquels les travaux ont été réalisés ou les charges constatées, mais dont les transferts en vertu des programmes d'aide sont versés par le gouvernement de façon pluriannuelle. Cette méthode comptable constitue une dérogation à la nouvelle norme qui prévoit la comptabilisation des paiements de transfert à titre de revenus pour le bénéficiaire lorsqu'ils sont autorisés par le gouvernement cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés aux 31 décembre 2013 et 2012 sont les suivantes :

	Surévaluation/ (Sous-évaluation)	
	2013	2012
	\$	\$
État consolidé de la situation financière		
Actifs financiers – Transferts à recevoir	(54 390 704)	(60 723 265)
Dette nette et excédent accumulé	(54 390 704)	(60 723 265)
État consolidé des résultats		
Revenus		
Fonctionnement – Transfert du gouvernement du Québec	9 774 410	10 853 654
Investissement – Transfert du gouvernement du Québec	(3 441 849)	(2 873 221)
Excédent de l'exercice	6 332 561	7 980 433
État de la variation de la dette nette		
Excédent de l'exercice	6 332 561	7 980 433
Redressement aux exercices antérieurs	(60 723 265)	(68 703 698)
Dette nette	(54 390 704)	(60 723 265)

Opinion avec réserve

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Longueuil et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Informations financières établies à des fins fiscales

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que Ville de Longueuil inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et présentées aux pages 8, 9, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autres points*Comptabilisation des paiements de transfert*

Une version révisée de la norme portant sur la comptabilisation des paiements de transfert est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2012. Le fondement de mon opinion avec réserve exprimé ci-dessus découle de mon interprétation de cette nouvelle norme.

La nouvelle norme maintient le principe qu'un paiement de transfert doit être constaté à titre de revenu lorsqu'il est autorisé et que les critères d'admissibilité sont atteints. Elle précise cependant le critère d'autorisation pour le bénéficiaire en le mettant en lien avec l'autorisation du côté du cédant, d'où la divergence d'interprétation. Je considère que les représentants des gouvernements sont habilités à négocier et à conclure des ententes valides et que, par conséquent, l'autorisation d'un paiement de transfert survient lorsqu'un représentant habilité signe une entente et informe par écrit le bénéficiaire de sa décision d'effectuer un transfert. Ces faits établissent, selon moi, qu'il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus.

Le 28 avril 2014

Francine Brunette, CPA auditrice, CA

Francine Brunette, CPA auditrice, CA



Bureau de la Vérificatrice générale

Rapport de la Vérificatrice générale

Aux membres du conseil municipal,

J'ai effectué l'audit de la ventilation des dépenses mixtes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de Longueuil (ci-après la « municipalité »). Cette ventilation a été établie par la direction de la municipalité sur la base du règlement sur le partage des dépenses mixtes de l'agglomération de la Ville de Longueuil, par son règlement CA-2006-35 (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour la ventilation de dépenses mixtes

La direction est responsable de l'établissement de la ventilation des dépenses mixtes conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'une ventilation des dépenses mixtes exempte d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur la ventilation des dépenses mixtes, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que la ventilation des dépenses mixtes ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement de la ventilation des dépenses mixtes. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que la ventilation des dépenses mixtes comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement de la ventilation des dépenses mixtes afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble de la ventilation des dépenses mixtes.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, la ventilation des dépenses mixtes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établie, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la ventilation des dépenses mixtes a été établie afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 70 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*. En conséquence, il est possible que la ventilation des dépenses mixtes ne puisse se prêter à un usage autre.

Le 28 avril 2014

Francine Brunette, CPA auditrice, CA

Francine Brunette, CPA auditrice, CA

Section I - États financiers consolidés

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	273 585 225	279 152 038	279 381 550			279 381 550
Compensations tenant lieu de taxes	2	17 467 185	16 160 877	16 215 100			15 709 363
Quotes-parts	3	153 802 652	155 980 990	156 223 758		68 300 000	156 223 758
Transferts	4	28 366 475	24 581 695	31 521 142		19 220 801	50 741 943
Services rendus	5	13 792 296	15 686 458	14 114 621		62 985 169	75 707 753
Imposition de droits	6	18 366 395	16 656 171	17 248 306			17 248 306
Amendes et pénalités	7	11 977 217	11 056 400	12 236 846			12 236 846
Intérêts	8	4 403 240	3 548 325	4 411 567		56 725	4 468 292
Autres revenus	9	17 376 960	3 061 069	16 061 553		14 784 945	28 558 799
	10	539 137 645	525 884 023	547 414 443		165 347 640	640 276 610
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	19 598 943	25 953 500	12 160 143		4 505 490	16 665 633
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	2 195 668	14 537 227	8 171 773			8 171 773
Autres	15	175 873		677 909		900 000	1 577 909
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	21 970 484	40 490 727	21 009 825		5 405 490	26 415 315
	18	561 108 129	566 374 750	568 424 268		170 753 130	666 691 925
Charges							
Administration générale	19	57 417 724	67 029 046	57 511 591	4 541 142		62 037 195
Sécurité publique	20	132 207 622	136 879 661	147 193 042	4 192 845		151 385 887
Transport	21	103 036 090	104 115 451	111 319 344	16 869 176	161 787 579	220 110 363
Hygiène du milieu	22	62 192 100	67 716 721	62 871 793	19 538 842		82 410 635
Santé et bien-être	23	1 942 477	1 545 956	2 216 547	1 157		2 217 704
Aménagement, urbanisme et développement	24	20 951 968	19 415 105	20 913 165	171 593	2 867 106	21 542 602
Loisirs et culture	25	50 114 191	51 212 437	52 235 659	6 386 053	5 961 889	64 515 066
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	35 246 877	36 876 706	34 574 646		5 759 930	40 334 576
Amortissement des immobilisations	28	46 146 872	47 023 115	51 700 808	(51 700 808)		
	29	509 255 921	531 814 198	540 536 595		176 376 504	644 554 028
Excédent (déficit) de l'exercice	30	51 852 208	34 560 552	27 887 673		(5 623 374)	22 137 897

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	51 852 208		34 560 552		27 887 673	(5 623 374)	22 137 897
Moins: revenus d'investissement	2	(21 970 484 )	(	( 40 490 727 )	(	( 21 009 825)	(5 405 490)	(26 415 315)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	29 881 724		(5 930 175)		6 877 848	(11 028 864)	(4 277 418)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	46 146 872		47 023 115		51 700 808	18 177 874	69 854 067
Produit de cession	5	47 883				7 787 423	7 644	7 795 067
(Gain) perte sur cession	6	143 669				(7 126 799)	(7 511)	(7 134 310)
Réduction de valeur / Reclassement	7	4 548				227 993		227 993
	8	46 342 972		47 023 115		52 589 425	18 178 007	70 742 817
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9	2 626 536				499 190		499 190
Réduction de valeur / Reclassement	10					(180 214)		(180 214)
	11	2 626 536				318 976		318 976
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15							
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	4 163 640		768 954		3 601 054		3 601 054
Remboursement de la dette à long terme	17	(45 441 494 )	(	( 41 523 303 )	(	( 49 115 394)	(8 316 685)	(57 432 079)
	18	(41 277 854)		(40 754 349)		(45 514 340)	(8 316 685)	(53 831 025)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(2 314 336 )	(			( 4 463 052)	(1 443 547)	(5 906 599)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	495 304		484 732		687 164		687 164
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 595 827		(3 485 823)		3 520 069	1 158 663	4 678 732
Réserves financières et fonds réservés	22	(3 494 836)		(1 938 700)		(5 944 678)	411 401	(5 533 277)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	4 382 016		4 601 200		8 603 421	1 119 544	9 722 965
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	663 975		(338 591)		2 402 924	1 246 061	3 648 985
	26	8 355 629		5 930 175		9 796 985	11 107 383	20 879 753
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	38 237 353				16 674 833	78 519	16 602 335

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	21 970 484	40 490 727	21 009 825	5 405 490	26 415 315
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(7 703 654)	(9 797 000)	(3 378 830)	()	(3 378 830)
Sécurité publique	3	(3 884 860)	(39 203 897)	(10 895 620)	()	(10 895 620)
Transport	4	(41 066 727)	(66 568 661)	(38 339 984)	(17 405 738)	(55 594 705)
Hygiène du milieu	5	(25 327 683)	(69 406 645)	(20 539 110)	()	(20 539 110)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(1 792 363)	(8 209 800)	(1 745 227)	(6 613)	(1 751 840)
Loisirs et culture	8	(6 303 642)	(46 247 563)	(16 921 361)	(555 888)	(17 477 249)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(86 078 929)	(239 433 566)	(91 820 132)	(17 968 239)	(109 637 354)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(2 088 637)	()	(2 539 575)	()	(2 539 575)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	46 464 240	191 007 594	49 227 474	11 444 000	60 671 474
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	2 314 336		4 463 052	1 443 547	5 906 599
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	298 300				
Excédent de fonctionnement affecté	16				1 472 244	1 472 244
Réserves financières et fonds réservés	17	5 814 293	7 935 245	10 798 643		10 798 643
	18	8 426 929	7 935 245	15 261 695	2 915 791	18 177 486
	19	(33 276 397)	(40 490 727)	(29 870 538)	(3 608 448)	(33 327 969)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(11 305 913)		(8 860 713)	1 797 042	(6 912 654)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalizations 2012		Budget 2013	Réalizations 2013		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	51 852 208	34 560 552	27 887 673	(5 623 374)	22 137 897	
Variation des immobilisations							
Acquisition	2 (	86 078 929)	(239 433 566)	(91 820 132)	(17 968 239)	(109 637 354)
Produit de cession	3	47 883		7 787 423	7 644	7 795 067	
Amortissement	4	46 146 872	47 023 115	51 700 808	18 177 874	69 854 067	
(Gain) perte sur cession	5	143 669		(7 126 799)	(7 511)	(7 134 310)	
Réduction de valeur / Reclassement	6	4 548		227 993		227 993	
	7	(39 735 957)	(192 410 451)	(39 230 707)	209 768	(38 894 537)	
Variation des propriétés destinées à la revente	8	537 899		(2 241 448)		(2 241 448)	
Variation des stocks de fournitures	9	35 251		(997 258)	(381 656)	(1 378 914)	
Variation des autres actifs non financiers	10	102 680		(613 321)	(4 016 278)	(4 629 599)	
	11	675 830		(3 852 027)	(4 397 934)	(8 249 961)	
	12	12 792 081	(157 849 899)	(15 195 061)	(9 811 540)	(25 006 601)	
Gains (pertes) de réévaluation nets	13						
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	12 792 081	(157 849 899)	(15 195 061)	(9 811 540)	(25 006 601)	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(499 029 253)		(512 090 697)	(59 800 294)	(571 890 991)	
Redressement aux exercices antérieurs	16	(25 853 525)					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(524 882 778)		(512 090 697)	(59 800 294)	(571 890 991)	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(512 090 697)		(527 285 758)	(69 611 834)	(596 897 592)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>2012</u>		<u>2013</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	127 839 501	134 430 502	8 140 050	142 570 552
Placements temporaires	2			1 100 000	1 100 000
Débiteurs (note 5)	3	113 406 362	102 910 750	29 788 418	131 748 427
Prêts (note 6)	4	262 508	262 508		262 508
Placements à long terme (note 7)	5	5 000 000	15 000 000		15 000 000
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	246 508 371	252 603 760	39 028 468	290 681 487
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	108 053 440	125 646 448	22 251 367	146 947 074
Revenus reportés (note 12)	13	3 750 324	2 909 494	1 791 463	4 700 957
Dette à long terme (note 13)	14	611 545 804	604 694 215	67 959 072	672 653 287
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	35 249 500	46 639 361	16 638 400	63 277 761
	16	758 599 068	779 889 518	108 640 302	887 579 079
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(512 090 697)	(527 285 758)	(69 611 834)	(596 897 592)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	1 033 174 729	1 072 405 437	187 650 908	1 259 272 844
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	93 420 924	95 662 372		95 662 372
Stocks de fournitures	20	2 282 811	3 280 069	3 453 656	6 733 725
Autres actifs non financiers (note 17)	21	1 143 732	1 757 052	4 497 217	6 254 269
	22	1 130 022 196	1 173 104 930	195 601 781	1 367 923 210
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	42 967 175	18 838 715	(876 853)	17 529 279
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	75 499 051	109 001 178	16 185 778	125 186 956
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(47 238 759)	(97 461 853)	(20 530 808)	(117 992 661)
Financement des investissements en cours	26	(23 368 904)	(33 989 649)	1 137 747	(32 419 319)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	570 072 936	649 430 781	130 074 083	778 721 363
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	617 931 499	645 819 172	125 989 947	771 025 618

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Réalizations 2013		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	51 852 208	27 887 673	(5 623 374)	22 137 897
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	46 146 872	51 700 808	18 177 874	69 854 067
Autres					
- Perte (gain) cession	3	143 669	(7 126 799)	(7 511)	(7 134 310)
- Réduction de valeur	4	4 548	227 993		227 993
	5	98 147 297	72 689 675	12 546 989	85 085 647
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	17 304 372	10 495 612	8 248 637	19 672 419
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	12 161 876	17 593 008	5 966 082	22 630 920
Revenus reportés	9	(2 472 268)	(840 830)	162 111	(678 719)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	4 790 900	11 389 861	812 100	12 201 961
Propriétés destinées à la revente	11	537 899	(2 241 448)		(2 241 448)
Stocks de fournitures	12	35 251	(997 258)	(381 656)	(1 378 914)
Autres actifs non financiers	13	102 680	(613 320)	(4 016 279)	(4 629 599)
	14	130 608 007	107 475 300	23 337 984	130 662 267
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	86 078 929 ) (	91 820 132 ) (	17 968 239 ) (	109 637 354)
Produit de cession	16	47 883	7 787 423	7 644	7 795 067
	17	(86 031 046)	(84 032 709)	(17 960 595)	(101 842 287)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21	(5 000 000)	(10 000 000)		(10 000 000)
	22	(5 000 000)	(10 000 000)		(10 000 000)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	78 740 000	86 467 000	27 834 600	114 301 600
Remboursement de la dette à long terme	24 (	86 814 950 ) (	92 745 305 ) (	23 266 505 ) (	116 011 810)
Variation nette des emprunts temporaires	25			(4 841 000)	(4 841 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(819 263)	(573 283)	(43 859)	(617 142)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(8 894 213)	(6 851 588)	(316 764)	(7 168 352)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	30 682 748	6 591 003	5 060 625	11 651 628
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	97 156 753	127 839 499	4 179 425	132 018 924
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	127 839 501	134 430 502	9 240 050	143 670 552

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>	<u>Total consolidé¹</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés	
Rémunération	1	168 741 334	168 015 060	176 499 800	249 789 000
Charges sociales	2	51 915 767	52 231 172	60 764 465	85 477 878
Biens et services	3	121 549 888	131 257 539	127 397 849	176 828 828
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	21 777 795	23 804 434	21 637 368	22 546 362
D'autres organismes municipaux	5	2 582 635	1 791 204	1 609 161	1 609 161
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 791 021	1 087 875	1 416 241	2 626 285
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	9 095 426	10 193 193	9 911 876	13 552 768
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9			908 994	
Autres	10	69 468 291	71 768 718	72 363 845	4 044 845
Autres organismes	11	5 139 228	5 219 885	5 316 835	7 198 367
Amortissement des immobilisations	12	46 146 872	47 023 115	51 700 808	69 854 067
Autres					
- Autres	13	11 047 664	19 422 003	11 918 347	11 026 467
-	14			3 999	
-	15				
	16	509 255 921	531 814 198	540 536 595	644 554 028

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012 Redressées note 20
Revenus				
Taxes	1	279 152 038	279 381 550	273 585 225
Compensations tenant lieu de taxes	2	16 160 877	15 709 363	16 874 292
Quotes-parts	3	155 980 990	156 223 758	153 802 652
Transferts	4	93 801 595	67 407 576	75 094 685
Services rendus	5	72 981 958	75 707 753	73 996 803
Imposition de droits	6	16 656 171	17 248 306	18 366 130
Amendes et pénalités	7	11 056 400	12 236 846	11 977 217
Intérêts	8	3 563 825	4 468 292	4 460 218
Autres revenus	9	28 645 465	38 308 481	33 390 655
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	677 999 319	666 691 925	661 547 877
Charges				
Administration générale	12	70 800 365	62 037 195	60 171 898
Sécurité publique	13	140 820 499	151 385 887	136 092 275
Transport	14	212 606 555	220 110 363	203 521 916
Hygiène du milieu	15	86 695 268	82 410 635	80 850 336
Santé et bien-être	16	1 547 113	2 217 704	1 943 634
Aménagement, urbanisme et développement	17	20 496 317	21 542 602	21 495 203
Loisirs et culture	18	63 458 029	64 515 066	62 486 972
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	41 605 206	40 334 576	41 346 958
	21	638 029 352	644 554 028	607 909 192
Excédent (déficit) de l'exercice	22	39 969 967	22 137 897	53 638 685
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		809 610 983	763 952 730
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(60 723 262)	(68 703 697)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		748 887 721	695 249 033
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		771 025 618	748 887 718

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8-G.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	39 969 967	22 137 897	53 638 685
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	269 755 701 ) (	109 637 354 ) (	93 421 062)
Produit de cession	3		7 795 067	151 107
Amortissement	4	65 340 279	69 854 067	64 453 242
(Gain) perte sur cession	5		(7 134 310)	341 204
Réduction de valeur / Reclassement	6		227 993	4 548
	7	(204 415 422)	(38 894 537)	(28 470 961)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(2 241 448)	537 899
Variation des stocks de fournitures	9		(1 378 914)	380 063
Variation des autres actifs non financiers	10		(4 629 599)	(126 647)
	11		(8 249 961)	791 315
	12	(164 445 455)	(25 006 601)	25 959 039
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(164 445 455)	(25 006 601)	25 959 039
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(571 890 991)	(529 146 333)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			(68 703 697)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(571 890 991)	(597 850 030)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(596 897 592)	(571 890 991)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	142 570 552	131 018 924
Placements temporaires	2	1 100 000	1 000 000
Débiteurs (note 5)	3	131 748 427	151 420 846
Prêts (note 6)	4	262 508	262 508
Placements à long terme (note 7)	5	15 000 000	5 000 000
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	290 681 487	288 702 278
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		4 841 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	146 947 074	124 316 154
Revenus reportés (note 12)	13	4 700 957	5 379 676
Dette à long terme (note 13)	14	672 653 287	674 980 639
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	63 277 761	51 075 800
	16	887 579 079	860 593 269
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(596 897 592)	(571 890 991)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	1 259 272 844	1 220 378 306
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	95 662 372	93 420 924
Stocks de fournitures	20	6 733 725	5 354 811
Autres actifs non financiers (note 17)	21	6 254 269	1 624 668
	22	1 367 923 210	1 320 778 709
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	771 025 618	748 887 718

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	22 137 897	53 638 685
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	69 854 067	64 453 242
Autres			
- Perte (gain) cession	3	(7 134 310)	341 204
- Réduction de valeur	4	227 993	4 548
	5	85 085 647	118 437 679
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	19 672 419	2 567 875
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	22 630 920	5 591 344
Revenus reportés	9	(678 719)	(3 235 415)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	12 201 961	8 310 400
Propriétés destinées à la revente	11	(2 241 448)	537 899
Stocks de fournitures	12	(1 378 914)	380 063
Autres actifs non financiers	13	(4 629 599)	(126 647)
	14	130 662 267	132 463 198
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(109 637 354)	(93 421 062)
Produit de cession	16	7 795 067	151 107
	17	(101 842 287)	(93 269 955)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21	(10 000 000)	(5 000 000)
	22	(10 000 000)	(5 000 000)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	114 301 600	90 074 748
Remboursement de la dette à long terme	24	(116 011 810)	(100 638 430)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(4 841 000)	4 841 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(617 142)	(714 887)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(7 168 352)	(6 437 569)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	11 651 628	27 755 674
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	132 018 924	104 263 250
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	143 670 552	132 018 924

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

1 - Statut de l'organisme municipal

La Ville de Longueuil (la Ville) est un organisme municipal créé le 1^{er} janvier 2002, en vertu de la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais (L.Q.2000, c.56)*.

Suite à la *Loi sur la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q.2003, c.14)*, les villes de Boucherville, Brossard, Saint-Lambert et Saint-Bruno-de-Montarville ont été reconstituées le 1^{er} janvier 2006. Les municipalités résultant de cette réorganisation demeurent toutefois liées les unes aux autres, conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q. c.E-20.001)*.

2 - Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 19-1 et 19-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 21.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Ces organismes sont : Association Agaparc inc., Association Sogerive inc., Développement économique DEL, Réseau de transport de Longueuil (RTL).

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

C) Stocks de fournitures

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi selon la méthode du coût moyen pondéré pour Longueuil et selon la méthode d'épuisement successif pour le RTL.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

D) Immobilisations

Les immobilisations sont des actifs non financiers qui, de par leur nature, sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Améliorations locatives	5 à 15 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 à 20 ans

L'amortissement est enregistré à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales. Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de service.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

E) Revenus de quotes-parts

Les charges constatées par la Ville dans l'exercice des compétences d'agglomération sont facturées aux municipalités liées de l'agglomération. Les revenus découlant de cette facturation, inscrits à titre de quotes-parts à l'état des résultats, sont constatés dans l'exercice auquel ils se rapportent.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées et à payer en fin d'exercice par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux, qui est un régime interemployeur auquel participe la municipalité, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auxquels participe la municipalité sans en être le promoteur, sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement prévu des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement prévu des actifs, ceux-ci sont évalués selon la valeur liée au marché 5 ans pour la majorité (ou quasi-totalité) des régimes de retraite. La méthode utilisée par le RTL est basée sur la valeur liée au marché 3 ans.

Les gains et pertes actuariels, réalisés au cours d'un exercice ne sont généralement pas constatés immédiatement et ils sont amortis et constatés sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants à compter de l'exercice subséquent à celui de la réalisation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'une affectation aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) aux fins fiscales.

L'excédent, en tout ou en partie, de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une affectation aux DCTP aux fins fiscales.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges de fonctionnement comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Elles ont été créées aux fins suivantes suite à un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état consolidé de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1^{er} janvier 2000 :
 - Pour les salaires et les avantages sociaux du RTL: sur une période maximale de 20 ans.
 - Pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
 - Pour le passif constaté initialement au 1^{er} janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés sur la DMERCA des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés, l'excédent est inscrit aux DCTP et aucun amortissement n'est prévu;
 - Pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - À titre de mesure d'allègement pour les excédents ou une partie des excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés. La différence entre les prestations/ primes versées et la charge, lorsque positive, est amortie;
 - À titre de mesure d'allègements consentis par le MAMROT selon lequel la portion d'intérêt ainsi que celle d'amortissement reliée aux pertes actuarielles de 2008 jusqu'à concurrence d'un maximum de 10 % du plus élevé entre le passif et l'actif au 1^{er} janvier 2009. Les montants ainsi transférés à l'égard des régimes de retraite à prestations déterminées capitalisés doivent être totalement amortis sur une période maximale correspondant à la DMERCA. Aucune méthode d'amortissement définie n'a présentement été déterminée;
 - À titre de mesure d'allègements consentis par le MAMROT afin qu'aux fins de taxation, la variation de la provision pour moins-value soit compensée par un gain ou une perte actuarielle;
- À titre d'ajustements relatifs au rachat, au moyen d'un gain actuariel, d'obligations émises dans le cadre du Projet de Loi 54 avant le 1^{er} janvier 2007.
- Paiements de transfert : au cours du prochain exercice.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - Pour les sommes imputées ou utilisées pour pourvoir au remboursement de la dette à long terme dans le cas d'emprunt aux fins de fonctionnement : en fonction des remboursements des dettes correspondantes.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

D) Autres éléments

i) Utilisation d'estimation

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que l'administration municipale formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principaux éléments qui nécessitent l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont les revenus de taxation révisés non facturés, les droits de mutation non facturés, les transferts, les durées de vie utiles des immobilisations aux fins de l'amortissement, les hypothèses relatives à l'établissement de la charge et du passif au titre des avantages sociaux futurs ainsi que les provisions à l'égard des passifs, de la provision pour contestation d'évaluation et des réclamations en justice.

ii) Placements

Les placements temporaires, constitués de dépôts à terme et autres titres, ainsi que les placements à long terme à des fins de trésorerie sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

iii) Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis linéairement sur la durée des emprunts correspondants.

iv) Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente d'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

v) Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

vi) Excédent (déficit) de fonctionnement affecté

L'excédent (déficit) de fonctionnement affecté correspond à la partie du surplus dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Conformément à la Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais, les surplus cumulés au 31 décembre 2001 des municipalités fusionnées sont au bénéfice des contribuables de ces dernières.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

vii) Fonds réservés

En vertu de la charte de la Ville, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants;

Le fonds réservé – Parcs et terrains de jeux est constitué de sommes d'argent reçues en vue d'acquérir ou d'aménager des terrains à ces fins suite à une exemption accordée à un promoteur d'un développement domiciliaire de son obligation de céder gratuitement des terrains à la Ville à des fins de parcs, de terrains de jeux ou d'espaces naturels.

Le fonds réservé – Société québécoise d'assainissement des eaux (SQAE) représente la part de la Ville dans le fonds d'amortissement créé par la SQAE aux fins du remboursement de la dette à long terme.

Le fonds réservé – Assurance a pour mission de protéger la sécurité financière de l'organisation en relation avec un sinistre résultant d'un dommage causé aux actifs de la municipalité ou résultant de la responsabilité de celle-ci.

Le fonds réservé – Remembrement agricole est constitué de sommes d'argent perçues à même la surtaxe imposée pour le remembrement agricole afin de pourvoir aux charges liées à la remise en culture des terres en friches et ainsi développer les activités agricoles dans la zone décrétée.

Le fonds réservé – Voirie a été créé pour subvenir aux besoins des dépassements budgétaires imprévisibles des charges liées à la fourniture de la voirie entre autres pour les précipitations de neige exceptionnelles.

Le fonds réservé – Développement durable servira au financement en totalité ou partiel du coût de la mise en œuvre du plan de développement durable de la Ville et du plan de développement immobilier.

Le fonds réservé – Infrastructures ou immobilisations permettra de régulariser le service de la dette par le financement partiel ou complet d'immobilisation municipale et le remboursement anticipé de la dette.

Le fonds réservé – Statutaire permettra à l'administration de faire face à des charges imprévues. Le fonds sera utilisé uniquement pour des charges non récurrentes.

Le fonds réservé - Stationnement permettra l'achat ou l'aménagement d'immeubles servant au stationnement.

viii) Remboursement de la dette à long terme

Depuis le 1^{er} janvier 2006, la Ville continue à assumer certaines dettes attribuables aux municipalités reconstituées. La Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (Loi 75, de 2004), modifiée en 2005 par les lois 111 et 134 et complétée en 2005 par le Décret concernant l'agglomération de Longueuil (Décret 1214-2005), modifié par l'article 68 du Décret 1003-2006 et modifié à nouveau en 2007 par le projet de loi 56 au chapitre 33, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de ces lois et de ce décret, la Ville de Longueuil pourrait conserver la dette relative à un actif qui est transféré dans le bilan d'une ville reconstituée. Il n'y a donc pas concordance entre les actifs et les dettes depuis le 1^{er} janvier 2006.

ix) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés qui ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture ne sont pas constatés dans l'état de la situation financière (note 23).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

x) Compétence d'agglomération

En vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., chapitre E-20.001), la Ville exerce, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération sur l'ensemble du territoire formé par les municipalités liées. Les compétences portant sur; l'évaluation municipale, le transport collectif des personnes, l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles, les cours d'eau, les services de police, de sécurité incendie, la cour municipale, le logement social et certains éléments du développement économique constituent les principales compétences d'agglomération.

xi) Informations financières consolidées

Les opérations réciproques entre l'agglomération et l'administration municipale ont été éliminées aux fins de la présentation des informations financières consolidées.

xii) Chiffres correspondants

Certains des chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

3- Modification de méthodes comptables

Paiements de transfert

La municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3410 « Paiements de transfert ». Ce nouveau chapitre qui établit des critères de constatations des paiements de transfert, soit les subventions reçues du gouvernement par la municipalité, prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les états financiers des exercices antérieurs y compris les informations présentées aux fins de comparaison ont été retraités (note 20).

Recettes fiscales

Le CCSP a publié un nouveau chapitre relativement à la comptabilisation des recettes fiscales, qui s'applique à tous les gouvernements et aux organismes appliquant les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ainsi, le 1^{er} janvier 2013, la Ville a adopté prospectivement les nouvelles recommandations du chapitre SP 3510, « Recettes fiscales », traitant de la comptabilisation des recettes fiscales. Le chapitre SP 3510 exige que les recettes fiscales soient comptabilisées à titre de revenus lorsqu'elles répondent à la définition d'un actif, qu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les résultats et la situation financière de la Ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	2 461 405	2 416 447
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	9 588 140	12 576 950
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	12 296	20 715
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	43 937 467	66 663 375
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	10 282 039	3 161 862
Organismes municipaux	8	22 424 603	40 500 099
Autres			
- Cour municipale	9	7 066 349	7 485 320
- Autres	10	38 437 533	21 012 525
	11	131 748 427	151 420 846
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	19 015 334	14 446 848
Organismes municipaux	13	21 782 681	37 692 351
Autres tiers	14		
	15	40 798 015	52 139 199
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 139 842	7 012 094
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	262 508	262 508
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	262 508	262 508
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23	15 000 000	5 000 000
	24	15 000 000	5 000 000
Note			
Certificats de placement garanti, 2,05% et 2,25%, échéant à des dates différentes jusqu'en 2015			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	4 394 639	10 973 900
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(67 672 400)	(62 049 700)
	27	<u>(63 277 761)</u>	<u>(51 075 800)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	49 924 000	42 018 100
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	7 989 800	6 807 500
Régimes à cotisations déterminées	30	445 510	469 670
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	538 437	569 177
	33	<u>58 897 747</u>	<u>49 864 447</u>
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	58 815 138	44 700 700
Salaires et avantages sociaux	38	57 051 341	53 148 177
Dépôts et retenues de garantie	39	16 493 387	16 018 764
Provision pour contestations d'évaluation	40	1 679 166	335 158
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouvernement du Canada	42	22 060	167 952
- Gouvernement du Québec	43	3 046 319	1 472 993
- Organismes municipaux	44	3 147 611	1 476 183
- Int. courus dette à long terme	45	6 528 305	6 749 025
- Autres courus et passifs	46	163 747	247 202
	47	<u>146 947 074</u>	<u>124 316 154</u>
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49	406 163	816 023
Autres			
- CARRA	50	371 556	558 169
- Autres	51	3 923 238	4 005 484
	52	<u>4 700 957</u>	<u>5 379 676</u>
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013					2012	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,35	5,20	2014	2023	53	647 755 782	645 772 182
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2,50	5,36	2014	2031	57	22 035 747	23 399 079
Organismes municipaux	4,35	4,50	2016	2017	58	7 064 200	8 121 600
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			2014	2018	59	6 400	7 936
Autres			2014	2014	60	582	1 272 123
					61	676 862 711	678 572 920
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(4 209 424)	(3 592 281)
					63	672 653 287	674 980 639

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2013				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2014	64	72	67 286 000	80	1 536	89	2 368 088	97	69 655 624
2015	65	73	59 881 602	81	1 536	90	2 424 924	98	62 308 062
2016	66	74	59 594 200	82	1 536	91	2 514 937	99	62 110 673
2017	67	75	67 338 360	83	1 536	92	2 265 809	100	69 605 705
2018	68	76	61 355 000	84	256	93	2 022 555	101	63 377 811
2019 et +	69	77	332 300 620	85		94	17 504 216	102	349 804 836
	70	78	647 755 782	86	6 400	95	29 100 529	103	676 862 711
Intérêts et frais accessoires				87	()			104	()
	71	79	647 755 782	88	6 400	96	29 100 529	105	676 862 711

Note

La ville et le RTL ont émis des obligations envers les régimes de retraite (PL54) pour un montant cumulatif de 40 209 782\$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106 (523 526 701)	(483 607 191)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107 (49 234 620)	(55 166 242)
Autres	108 (24 136 271)	(33 117 558)
	109 (596 897 592)	(571 890 991)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	110	145 838 115	138 29 551 353	165 2 855	192 175 386 613
Eaux usées	111	468 315 421	139 7 203 661	166 59 042	193 475 460 040
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	357 588 459	140 76 863 486	167 4 314 433	194 430 137 512
Autres	113	132 839 716	141 22 733 575	168 5 048 400	195 150 524 891
Réseau d'électricité	114			169	196
Bâtiments	115	352 328 355	143 7 744 482	170 194 620	197 359 878 217
Améliorations locatives	116	2 629 600	144 30 063		198 2 659 663
Véhicules	117	250 530 403	145 15 538 255	172 2 122 606	199 263 946 052
Ameublement et équipement de bureau	118	52 248 172	146 3 202 200	173 1 438 402	200 54 011 970
Machinerie, outillage et équipement divers	119	28 067 968	147 2 537 312	174 213 683	201 30 391 597
Terrains	120	40 726 674	148 3 051 421	175 6 443	202 43 771 652
Autres	121		149 651 584		203 651 584
	122	<u>1 831 112 883</u>	150 <u>169 107 392</u>	177 <u>13 400 484</u>	204 <u>1 986 819 791</u>
Immobilisations en cours	123	<u>130 780 205</u>	151 <u>(59 470 038)</u>	178 <u>(13 554)</u>	205 <u>71 323 721</u>
	124	<u>1 961 893 088</u>	152 <u>109 637 354</u>	179 <u>13 386 930</u>	206 <u>2 058 143 512</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	125	60 500 487	153 4 059 745	180 393	207 64 559 839
Eaux usées	126	202 184 603	154 11 969 486	181 8 118	208 214 145 971
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	130 140 505	155 12 507 351	182 3 969 713	209 138 678 143
Autres	128	65 228 715	156 6 298 242	183 4 881 702	210 66 645 255
Réseau d'électricité	129			184	211
Bâtiments	130	130 772 583	158 9 452 700		212 140 225 283
Améliorations locatives	131	1 767 878	159 173 099		213 1 940 977
Véhicules	132	107 050 410	160 16 048 653	187 1 986 610	214 121 112 453
Ameublement et équipement de bureau	133	29 588 467	161 6 757 854	188 1 438 401	215 34 907 920
Machinerie, outillage et équipement divers	134	14 281 134	162 2 586 937	189 213 244	216 16 654 827
Autres	135			190	217
	136	<u>741 514 782</u>	164 <u>69 854 067</u>	191 <u>12 498 181</u>	218 <u>798 870 668</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>1 220 378 306</u>			219 <u>1 259 272 844</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	220	8 448	223	225	227 8 448
Amortissement cumulé	221	(563)	224 (1 690)	226 ()	228 (2 253)
Valeur comptable nette	222	<u>7 885</u>			229 <u>6 195</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	75 496 049	73 252 872
Immeubles industriels municipaux	231	19 921 583	19 921 583
Autres	232	244 740	246 469
	233	95 662 372	93 420 924
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	95 662 372	93 420 924

Note

Le produit de cession des propriétés destinées à la revente constaté au cours de l'exercice s'établit à 4,1 M\$; le gain afférent à ces dispositions est de 3,6 M\$.

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	722 265	683 986
Frais reportés			
- Dépôts sur achat de véhicules	237	4 219 834	151 908
- Autres	238	1 312 170	788 774
	239	6 254 269	1 624 668

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

18 - Obligations contractuelles

La Ville et les organismes qu'elle contrôle se sont engagés par des contrats d'entretien ménager, d'enlèvement de la neige, de déblaiement des stationnements, d'enlèvement des ordures et d'entretien d'éléments d'aménagement, des parcs et des espaces de verdure et autres contrats, échéants jusqu'en 2029, à verser une somme totale de 346,4 M\$ durant cette période. Les engagements 2014 de la Ville comprennent pour 73,5 M\$ d'opérations avec ses organismes contrôlés.

(en millions de dollars)

	Ville de Longueuil	Organismes contrôlés	Total
2014	155,4	30,0	185,4
2015	52,0	27,0	79,0
2016	43,3	18,4	61,7
2017	25,4	0,2	25,6
2018	22,6	0,2	22,8
2019 et plus	47,7	0,2	47,9
	346,4	76,0	422,4

De plus, la Ville et les organismes contrôlés se sont engagés par des contrats pour les projets d'infrastructures et d'immobilisations pour un montant de 127,5 M\$. Ces engagements seront principalement dépensés durant les années 2014 à 2016, mais certains peuvent s'échelonner jusqu'en 2018.

19 - Éventualités**A) Auto-assurance**

La Ville et les organismes assument une responsabilité à l'égard de certains litiges ou dommages. À cette fin, une réserve financière a été créée et celle-ci s'élève à 5,6 M\$ au 31 décembre 2013.

B) Poursuites

Selon la charte de la Ville, les revenus et les coûts relatifs à une contestation judiciaire ou à un litige à l'égard d'un événement antérieur au 1^{er} janvier 2002 se rapportent respectivement aux territoires des anciennes municipalités qui étaient fusionnées. (Réf. Art. 8 derniers alinéas, L.Q. 2000, c. 56, ann. III, a. 8; L.Q. 2001, C. 25, a. 361; D. 1310-2001, a.1).

Les autres réclamations pendantes non provisionnées contre la Ville s'élèvent à environ 35,8 M\$ incluant 5,5 M\$ provenant des villes reconstituées au 1^{er} janvier 2006. Il est pour le moment impossible de déterminer le dénouement de ces réclamations. La Ville en conteste le bien-fondé et n'a donc inscrit aux livres aucun montant. Le cas échéant, tout paiement pouvant résulter de ces réclamations pourra faire l'objet de financement à long terme suite à une décision du conseil municipal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

C) Autres

ENVIRONNEMENT

Compte tenu des lois sur l'environnement, le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. Étant donné qu'actuellement la Ville a décidé de faire une utilisation restreinte de ces terrains, ceux-ci n'ont pas à être décontaminés. Toutefois, si la Ville décidait de faire un usage régulier de ces terrains ou si elle décidait de les vendre, elle devrait d'abord procéder à leur décontamination. Les frais de décontamination seraient alors comptabilisés dans l'exercice financier où le changement d'usage aurait eu lieu.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX (SQAE)

La Ville a conclu une entente avec la SQAE relativement à l'exécution et au financement des travaux requis pour le traitement des eaux usées de la municipalité. Le coût de ces travaux est estimé à 216,6 M\$. La quote-part de la Ville devrait s'établir à 32,2 M\$. La dette sera complètement éteinte en décembre 2026.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20 - Redressement aux exercices antérieurs

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié un nouveau chapitre relativement à la comptabilisation des paiements de transfert qui s'applique à tous les gouvernements et aux organismes appliquant les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Le 1er janvier 2013, la Ville de Longueuil a adopté rétrospectivement les nouvelles recommandations du chapitre SP3410, « Paiements de transfert », traitant de la comptabilisation des paiements de transfert. Le chapitre SP3410 exige que les transferts soient comptabilisés comme charges et revenus, selon le cas, lorsque le transfert est autorisé et que tous les critères d'admissibilité sont respectés, sauf lorsque le transfert crée une obligation répondant à la définition d'un passif pour le bénéficiaire. Les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 ont été retraités conformément aux dispositions de ce nouveau chapitre.

L'adoption de ces nouvelles recommandations a eu les incidences suivantes sur les résultats et la situation financière de la Ville de Longueuil aux 31 décembre 2013 et 2012 et pour les exercices terminés à ces dates :

	2013	2012
État de situation financière		
Actifs financiers – Transferts à recevoir	(54 390 704)	(60 723 265)
Dette nette et excédent accumulé	(54 390 704)	(60 723 265)
État des résultats		
Revenus		
Fonctionnement – Transfert du gouvernement du Québec	9 774 410	10 853 654
Investissement – Transfert du gouvernement du Québec	(3 441 849)	(2 873 221)
Excédent de l'exercice	6 332 561	7 980 433
État de la variation de la dette nette		
Excédent de l'exercice	6 332 561	7 980 433
Redressement aux exercices antérieurs	(60 723 265)	(68 703 698)
Dette nette	(54 390 704)	(60 723 265)

21 - Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé est constitué de la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé, adopté en décembre 2012 par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération est également présentée dans les informations sectorielles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

22 - Fonds de roulement

La Ville possède deux fonds de roulement dont le capital est fixé à de 22,1 M \$. Les fonds de roulement servent principalement au financement de dépenses en immobilisations qui doivent être remboursées sur une période maximale de dix (10) ans. Au cours des dix (10) prochains exercices, la Ville devra renflouer la partie utilisée qui a été établie à 10,1 M\$ au 31 décembre 2013.

23 - Autres notes**A) Marge de crédit et emprunt bancaire**

La Ville et les organismes disposent de marges de crédit à demande auprès de différentes institutions bancaires totalisant un maximum de 126,7 M\$. En vertu de ces ententes, les montants peuvent être prélevés en dollars canadiens ou américains à des taux variables fondés sur le taux préférentiel (3% aux 31 décembre 2013 et 2012) des institutions bancaires. Ces marges de crédit sont non garanties et renouvelables annuellement. Au 31 décembre 2013, les marges de crédit ne sont pas utilisées (au 31 décembre 2012 une marge de 4,8 M\$ est utilisée par le RTL).

La marge de crédit de Agaparc est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang de 2,5 M\$ grevant tous les biens meubles corporels et incorporels de l'organisme et est renouvelable annuellement. Les marges de crédit de la Ville et des autres organismes sont non garanties et renouvelables annuellement.

B) Instruments financiers dérivés du Réseau de transport de Longueuil (RTL)

Le RTL conclut périodiquement des contrats d'achat à terme basés sur les indices « Heating Oil – NYMEX » et « WTI – NYMEX » avec d'importantes institutions financières pour se protéger en partie de la fluctuation du prix du carburant. Le RTL n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins spéculatives. Les gains et pertes réalisés qui y sont reliés sont constatés à l'état des résultats en contrepartie de la charge sur le carburant. Un gain de 630 313 \$ a été constaté au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 (gain de 876 332 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012). La valeur au marché de ces instruments n'est pas constatée à l'état de la situation financière.

Au 31 décembre 2013, le RTL possède des contrats d'achat à terme échéant de 2014 à 2017 pour une quantité totale de référence de 18 700 000 litres dont la valeur au marché est de 667 610 \$ (au 31 décembre 2012, le RTL possède des contrats d'achat à terme échéant de 2013 à 2015 pour une quantité totale de référence de 18 000 000 litres dont la valeur au marché est de 97 787 \$).

C) Opinion de l'auditeur indépendant et de la vérificatrice générale

L'opinion de l'auditeur indépendant et de la vérificatrice générale ne porte ni sur les renseignements supplémentaires, ni sur les autres renseignements, ni sur les données budgétaires présentées à titre comparatif.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 17 529 279	38 406 273
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 125 186 956	94 586 511
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (117 992 661 ) (	66 650 021)
Financement des investissements en cours	4 (32 419 319)	(23 746 632)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 778 721 363	706 291 587
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 771 025 618	748 887 718

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Régime de prestation suppl.	8 792 323	949 628
- Contrôle de la dette	9 1 449 509	939 113
- Contestations judiciaires	10 282 832	285 992
- Fins communautaires	11 207 500	207 500
- Élections	12	1 070 000
-	13	
-	14	
- Exercice suivant	15 3 306 870	2 800 000
- Autres	16 539 452	577 210
	17 6 578 486	6 829 443

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- Service de dette	18 3 688 100	4 594 000
- Fonds d'immobilisations	19 8 612 244	10 015 424
- Autres	20 3 625 127	3 806 328
	21 15 925 471	18 415 752

Réserves financières

-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 11 994 705	6 194 308
Fonds parcs et terrains de jeux	29 720 070	1 876 913
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 83 792	132 263
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 4 425 426	4 710 138
Financement des activités de fonctionnement	33 6 085 271	7 281 499
Autres		
- Fonds d'assurances	34 4 461 871	3 804 570
- Fonds infrastructures/immos	35 37 297 100	19 809 932
- Développement durable	36 18 405 211	10 195 665
- Autres	37 19 209 553	15 336 028
	38 102 682 999	69 341 316
	39 125 186 956	94 586 511

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 (751 556)	(925 334)
Intérêts sur la dette à long terme	41 (173 043)	(228 677)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (5 164 800)	(4 933 700)
Régimes non capitalisés	43 (40 826 400)	(40 826 400)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 (13 744 568)	(12 320 268)
Autres	45 (2 590 400)	(608 300)
Régimes non capitalisés	46 (24 833 300)	(19 210 600)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres		
- Paiements de transfert	48 (1 381 479)	(1 319 258)
-	49 ()	()
	50 (76 372 988)	(66 650 021)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
	51 (41 619 673)	()
	52 (117 992 661)	(66 650 021)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 30 691 822	29 920 566
Investissements à financer	54 (63 111 141)	(53 667 198)
	55 (32 419 319)	(23 746 632)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 1 259 272 844	1 220 378 306
Propriétés destinées à la revente	57 95 662 372	93 420 924
Prêts	58 262 508	262 508
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 1 355 197 724	1 314 061 738
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 672 653 287	674 980 639
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 4 209 424	3 592 281
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (40 798 014)	(53 947 761)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 (59 588 336)	(22 195 330)
	66 576 476 361	602 429 829
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	5 340 322
	68 576 476 361	607 770 151
	69 778 721 363	706 291 587

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>13</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 10 973 900	14 743 852
Charge de l'exercice	5 (49 924 000)	(42 018 100)
Cotisations versées par l'employeur	6 43 344 739	38 248 148
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>4 394 639</u>	<u>10 973 900</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 977 464 700	902 541 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (1 144 544 700)	(1 081 903 400)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (167 080 000)	(179 361 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>171 474 639</u>	<u>190 335 600</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 4 394 639	10 973 900
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>4 394 639</u>	<u>10 973 900</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>12</u>	<u>12</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 976 888 200	901 933 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (1 144 037 600)	(1 081 348 100)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (167 149 400)	(179 415 100)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 40 711 300	37 237 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 3 132 700	
	21 <u>43 844 000</u>	<u>37 237 500</u>
Cotisations salariales des employés	22 (18 539 700)	(17 040 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (2 058 200)	(1 917 300)
	24 <u>23 246 100</u>	<u>18 280 200</u>
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 16 176 200	14 265 700
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
- Rachats et transferts coût	30 2 433 300	1 813 700
- Rachats et transferts cotis.	31 (2 433 300)	(1 813 700)
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>39 422 300</u>	<u>32 545 900</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 66 533 600	63 428 600
Rendement espéré des actifs	34 (56 031 900)	(53 956 400)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>10 501 700</u>	<u>9 472 200</u>
Charge de l'exercice	36 <u>49 924 000</u>	<u>42 018 100</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 65 338 300	27 236 300
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (56 031 900)	(53 956 400)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 9 306 400	(26 720 100)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 5 875 700	(47 200)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 56 045 300	52 639 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 1 003 061 215	890 128 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43 40 209 700	40 186 100
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,25 %	6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,25 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>3</u>	55 <u>3</u>	56 <u></u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (62 049 700)	(57 509 000)
Charge de l'exercice	58 (7 989 800)	(6 807 500)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 2 367 100	2 266 800
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>67 672 400</u>)	(<u>62 049 700</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (80 239 500)	(82 199 400)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 12 567 100	20 149 700
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>67 672 400</u>)	(<u>62 049 700</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 3 440 300	2 802 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66 3 440 300	2 802 600
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 () ()	
	68 3 440 300	2 802 600
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 1 801 100	1 108 800
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 5 241 400	3 911 400
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 2 748 400	2 896 100
Charge de l'exercice	77 7 989 800	6 807 500

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 5 825 500	(8 460 100)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 14	14

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	3,20 %	3,20 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	7,00 %	7,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	3,00 %	3,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85	2032	2032
Autres hypothèses économiques			
- Tx crois. coût soins dentaires	86	4	4
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 3

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 445 510	469 670

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	53	52

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM 95	104 382	114 265
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	351 867	385 077
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	186 570	184 100
98	538 437	569 177

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		Compétences de nature locale	Compétences d'agglomération	Portrait global
Administration municipale				
Dette à long terme	1	398 520 481	209 987 249	608 507 730
Ajouter				
Activités d'investissement à financer	2	44 429 203	14 192 099	58 621 302
Activités de fonctionnement à financer	3	1 688 865	1 000 252	2 689 117
Dette en cours de refinancement	4			
Autres				
-	5			
-	6			
Déduire				
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme				
Excédent accumulé	7	3 584 620	529 798	4 114 418
Débiteurs	8	33 224 595	982 863	34 207 458
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	14 097 573	4 809 034	18 906 607
Autres montants	10			
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	17 000 046	1 201 655	18 201 701
Autres				
-	12			
-	13			
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	376 731 715	217 656 250	594 387 965
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organisme contrôlés				
	15	6 981	35 304 780	35 311 761
Endettement net à long terme	16	376 738 696	252 961 030	629 699 726
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes				
Municipalité régionale de comté	17			
Communauté métropolitaine	18	1 715 477		1 715 477
Autres organismes	19			
Endettement total net à long terme	20	378 454 173	252 961 030	631 415 203
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	111 820 931		
Endettement total net à long terme pour les compétences de nature locale compte tenu de la quote-part dans l'agglomération	22	490 275 104		

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2013	2013	2013	2012	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	238 193 162	237 971 209	237 971 209	233 306 847
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	32 139 437	32 203 218	32 203 218	30 834 894
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	24 489	24 489	24 489	42 881
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	270 357 088	270 198 916	270 198 916	264 184 622
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	916 800	915 082	915 082	892 177
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13				
Autres					
-Remembrement agricole	14		163 556	163 556	163 172
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	1 700 000	1 688 376	1 688 376	1 688 846
Service de la dette	18	6 178 150	6 415 620	6 415 620	6 656 408
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	8 794 950	9 182 634	9 182 634	9 400 603
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	8 794 950	9 182 634	9 182 634	9 400 603
	26	279 152 038	279 381 550	279 381 550	273 585 225

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	1 383 460	1 450 510	1 400 451
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	765	765	138
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	4 380	4 386	4 386
	31	1 387 840	1 455 661	1 404 975
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	4 131 735	4 155 683	4 532 314
Cégeps et universités	33	2 475 558	2 418 063	2 736 319
Écoles primaires et secondaires	34	4 180 624	4 130 831	4 628 381
	35	10 787 917	10 704 577	11 897 014
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	12 175 757	12 160 238	13 301 989
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	3 480 083	3 549 335	3 572 572
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	500	500	500
Taxes d'affaires	43			
	44	3 480 083	3 549 835	3 573 072
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45	505 037	505 027	(710)
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	505 037	505 027	(710)
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	16 160 877	16 215 100	16 874 292

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	29 231	350 219	368 619
Sécurité publique				
Police	53	100 620	64 024	143 527
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55		6 492	16 604
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	150 582	523 082	535 138
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59		196 952	280 199
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		12 209 706	14 229 283
Transport adapté	61		4 119 567	4 096 196
Transport scolaire	62			
Autres	63		2 370 518	2 736 684
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66	22 980		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	4 989	23 455	26 323
Réseau de distribution de l'eau potable	68	116 233	839 184	1 305 686
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	77 187	781 323	948 903
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	2 060 000	1 877 304	2 061 370
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		25 644	(12 123)
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79	33 007	79 897	9 948
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	200 000	40 719	107 292
Rénovation urbaine	83	213 545	2 178 304	2 221 414
Promotion et développement économique	84	1 815 861	1 872 540	2 427 265
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	159 587	809 627	808 405
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	975 673	1 282 145	1 440 138
Autres	88		160 137	343 695
Réseau d'électricité	89			
	90	5 959 495	11 111 048	34 094 566

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	715 000	6 888 737	9 521 311
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		4 505 490	5 455 700
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102	100 000		
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	8 444 000		(964 652)
Réseau de distribution de l'eau potable	107	6 085 000	4 643 637	8 064 792
Traitement des eaux usées	108	620 000	11 721	(47 252)
Réseaux d'égout	109	200 000	626 216	2 911 937
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113	3 000 000		
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116	1 380 000		
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122	1 397 500		
Promotion et développement économique	123		15 000	15 000
Autres	124		1 668	3 847
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	4 012 000	(26 836)	66 567
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			42 393
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	25 953 500	12 160 143	25 054 643

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	14 522 200	15 341 855	9 956 127
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	4 100 000	5 068 239	5 989 349
	138	18 622 200	20 410 094	15 945 476
TOTAL DES TRANSFERTS	139	50 535 195	43 681 285	75 094 685

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140	578 000	1 282 825	953 010
Évaluation	141			
Autres	142	187 240	495 611	50 608
	143	765 240	1 778 436	1 003 618
Sécurité publique				
Police	144	807 804	1 131 969	1 528 398
Sécurité incendie	145		2 506	
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	807 804	1 134 475	1 528 398
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152	17 000	19 829	69 323
Autres	153			
	154	17 000	19 829	69 323
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156	82 520	81 035	94 911
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	769 771		
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	852 291	81 035	94 911
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	323 750	365 461	323 750
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	323 750	365 461	323 750
Réseau d'électricité	180			
	181	2 766 085	3 379 236	3 020 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2013	2013	2013	2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	2 231 142	2 666 532	2 439 551
Sécurité publique	183	506 500	821 614	671 304
Transport				
Réseau routier	184	3 774 075	3 748 665	3 766 490
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		53 925 144	52 048 674
Transport adapté	186		1 147 148	1 146 805
Transport scolaire	187			
Autres	188		747 605	749 984
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	1 504 951	1 321 671	1 123 843
Santé et bien-être	191	36 000	15 904	17 870
Aménagement, urbanisme et développement	192	3 008 354	275 769	383 660
Loisirs et culture	193	1 859 351	1 885 230	8 628 622
Réseau d'électricité	194			
	195	12 920 373	10 735 385	70 976 803
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	15 686 458	14 114 621	73 996 803
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	2 506 171	2 077 177	2 057 986
Droits de mutation immobilière	198	14 150 000	15 171 129	16 308 144
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	16 656 171	17 248 306	18 366 130
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	11 056 400	12 236 846	11 977 217
INTÉRÊTS	203	3 548 325	4 411 567	4 460 218
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		7 126 799	(341 204)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		4 101 023	11 456 616
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207	14 537 227	8 171 773	2 231 712
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208		3 439 745	9 542 396
Contributions des organismes municipaux	209	1 791 204	1 677 655	6 826 573
Autres	210	1 269 865	3 833 985	3 674 562
	211	17 598 296	24 911 235	33 390 655

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	4 761 689	4 376 853	6 865	4 383 718	4 383 718	4 642 581
Application de la loi	2	8 909 417	8 461 916	356 730	8 818 646	8 803 108	9 417 870
Gestion financière et administrative	3	36 940 646	28 505 528	3 633 335	32 138 863	32 138 863	28 489 963
Greffe	4	2 431 858	3 418 957	27 520	3 446 477	3 446 478	1 833 509
Évaluation	5	6 145 408	5 869 926	501 856	6 371 782	6 371 782	6 003 523
Gestion du personnel	6	7 372 200	6 587 191	14 836	6 602 027	6 602 028	8 583 681
Autres	7	467 828	291 220		291 220	291 218	1 200 771
	8	67 029 046	57 511 591	4 541 142	62 052 733	62 037 195	60 171 898
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	99 980 410	106 107 962	3 005 339	109 113 301	109 113 301	100 663 934
Sécurité incendie	10	32 422 910	36 418 652	1 184 841	37 603 493	37 603 493	32 015 159
Sécurité civile	11		151 058	2 665	153 723	153 723	35 872
Autres	12	4 476 341	4 515 370		4 515 370	4 515 370	3 377 310
	13	136 879 661	147 193 042	4 192 845	151 385 887	151 385 887	136 092 275
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	15 615 281	17 421 513	15 019 040	32 440 553	32 415 938	30 324 504
Enlèvement de la neige	15	14 790 282	19 402 568	180 907	19 583 475	19 583 475	14 981 368
Éclairage des rues	16	1 844 704	2 012 921	694 034	2 706 955	2 706 955	2 570 473
Circulation et stationnement	17	3 459 984	3 266 709	670 522	3 937 231	3 937 231	3 750 490
Transport collectif							
Transport en commun	18	68 405 200	69 215 633	248 630	69 464 263	161 410 721	151 843 947
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			56 043	56 043	56 043	51 134
	22	104 115 451	111 319 344	16 869 176	128 188 520	220 110 363	203 521 916

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	8 700 669	8 321 942	2 150 182	10 472 124	10 472 124	10 225 540
Réseau de distribution de l'eau potable	24	7 305 800	6 589 239	3 168 943	9 758 182	9 758 182	8 866 262
Traitement des eaux usées	25	9 539 359	9 267 008	7 893 707	17 160 715	17 160 715	16 781 343
Réseaux d'égout	26	2 764 832	3 269 302	4 721 954	7 991 256	7 991 256	7 396 216
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	12 735 058	10 583 878	531 127	11 115 005	11 115 005	11 406 602
Élimination	28	14 549 781	13 398 414		13 398 414	13 398 414	14 263 729
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	4 803 232	4 741 707	851 407	5 593 114	5 593 114	5 404 393
Tri et conditionnement	30	1 566 553	1 480 213		1 480 213	1 480 213	1 477 775
Matières organiques							
Collecte et transport	31	567 801	707 211		707 211	707 211	527 959
Traitement	32	813 119	928 247		928 247	928 247	872 035
Matériaux secs	33	3 540 258	3 192 860		3 192 860	3 192 860	2 483 607
Autres	34	252 176	316 105		316 105	316 105	354 454
Plan de gestion	35						
Autres	36			182 711	182 711	182 711	182 711
Cours d'eau	37						16 217
Protection de l'environnement	38			38 811	38 811	38 811	38 811
Autres	39	578 083	75 667		75 667	75 667	552 682
	40	67 716 721	62 871 793	19 538 842	82 410 635	82 410 635	80 850 336
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	1 475 956	2 098 889		2 098 889	2 098 889	1 857 870
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	70 000	117 658	1 157	118 815	118 815	85 764
	44	1 545 956	2 216 547	1 157	2 217 704	2 217 704	1 943 634
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	13 890 772	12 009 417	69 920	12 079 337	12 079 337	10 932 645
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47		3 233 832		3 233 832	3 233 832	5 578 456
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	4 476 375	4 700 159	49 708	4 749 867	5 207 711	4 200 577
Tourisme	49	150 300	150 300		150 300	150 300	
Autres	50						
Autres	51	897 658	819 457	51 965	871 422	871 422	783 525
	52	19 415 105	20 913 165	171 593	21 084 758	21 542 602	21 495 203

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 107 769	1 076 727		1 076 727	1 076 727	1 100 386
Patinoires intérieures et extérieures	54	6 791 621	7 181 845	507 593	7 689 438	7 689 438	7 525 912
Piscines, plages et ports de plaisance	55	4 852 200	5 081 872	227 114	5 308 986	7 186 957	7 317 270
Parcs et terrains de jeux	56	17 405 614	17 760 180	3 529 580	21 289 760	21 289 760	19 722 847
Parcs régionaux	57	2 282 242	2 067 703	14 415	2 082 118	2 082 118	1 722 385
Expositions et foires	58	342 200	293 788		293 788	293 473	559 578
Autres	59	1 711 949	1 710 262		1 710 262	5 726 538	6 262 725
	60	34 493 595	35 172 377	4 278 702	39 451 079	45 345 011	44 211 103
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	2 606 326	2 268 592	1 239 412	3 508 004	3 508 004	3 160 950
Bibliothèques	62	10 332 377	10 334 502	766 736	11 101 238	11 101 238	10 644 518
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63			43 959	43 959	43 959	38 810
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	3 780 139	4 460 188	57 244	4 517 432	4 516 854	4 431 591
	66	16 718 842	17 063 282	2 107 351	19 170 633	19 170 055	18 275 869
	67	51 212 437	52 235 659	6 386 053	58 621 712	64 515 066	62 486 972
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	25 825 550	24 024 261		24 024 261	25 960 128	27 927 986
Autres frais	70	857 963	638 509		638 509	821 680	792 545
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	9 948 400	9 694 700		9 694 700	13 250 100	12 368 300
Autres	72	244 793	217 176		217 176	302 668	258 127
	73	36 876 706	34 574 646		34 574 646	40 334 576	41 346 958
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	47 023 115	51 700 808	(51 700 808)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	G=Global	
	PAGE	
<hr/>		
Section II - Autres renseignements financiers		
Autres renseignements non audités		
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	S36-G	28
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	S36-G	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	S37-G	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	S39-G	30
Analyse de la rémunération non consolidée	S43-G	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés	S43-G	31
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	S44-G	32
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	S46-G	33
Questionnaire	S52-G	34
Membres du conseil et fonctionnaires	S54-G	35
Autres renseignements sur l'organisme municipal	S55-G	36
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S57-G	37
<hr/>		
COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES		38
<hr/>		
COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE NON CONSOLIDÉES		65
<hr/>		

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	12 539 660	6 112 755	17 652 064
Usines de traitement de l'eau potable	2	22 015 000	2 356 907	824 460
Usines et bassins d'épuration	3	3 583 300	1 297 734	1 943 341
Conduites d'égout	4	17 946 223	8 483 956	3 634 705
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	48 446 714	29 526 792	36 072 128
Ponts, tunnels et viaducs	7	1 708 268	66 067	10 077
Systèmes d'éclairage des rues	8	916 479	1 284 890	1 530 057
Aires de stationnement	9		434 907	3 873
Parcs et terrains de jeux	10	30 087 663	8 216 398	3 739 888
Autres infrastructures	11	19 182 462	4 560 788	2 993 850
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	25 204 892	5 681 890	6 035 238
Édifices communautaires et récréatifs	14	16 159 900	6 000 029	1 701 539
Améliorations locatives	15			31 443
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			4 624 001
Autres	17	20 865 460	4 937 089	3 468 814
Ameublement et équipement de bureau	18	12 567 745	5 733 120	5 570 771
Machinerie, outillage et équipement divers	19		1 720 190	1 836 780
Terrains	20	1 160 000	5 349 253	1 748 033
Autres	21	7 049 800	57 367	708 951
	22	239 433 566	91 820 132	93 421 062

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		4 544 883	17 470 951
Usines de traitement de l'eau potable	24		2 356 907	824 460
Usines et bassins d'épuration	25		1 297 734	1 943 341
Conduites d'égout	26		2 877 494	3 047 760
Autres infrastructures	27		34 331 045	40 743 331
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		1 567 872	181 113
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		5 606 462	586 945
Autres infrastructures	32		9 758 797	3 606 542
Autres immobilisations	33		29 478 938	25 016 619
	34		91 820 132	93 421 062

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	645 772 182	114 301 600	112 318 000	647 755 782
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	23 399 079		1 363 332	22 035 747
Organismes municipaux	4	8 121 600		1 057 400	7 064 200
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	7 936		1 536	6 400
Autres	6	1 272 123		1 271 541	582
	7	678 572 920	114 301 600	116 011 809	676 862 711
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	939 113	510 396		1 449 509
Réserves financières et fonds réservés	10	1 814 628	1 693 496	2 194 152	1 313 972
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	169 936 596	33 534 167	43 793 295	159 677 468
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	400 642 142	52 096 194	28 349 209	424 389 127
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	573 332 479	87 834 253	74 336 656	586 830 076
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	14 446 848	19 689 526	15 121 040	19 015 334
Organismes municipaux	17	37 692 351		15 909 670	21 782 681
Autres tiers	18				
	19	52 139 199	19 689 526	31 030 710	40 798 015
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	52 139 199	19 689 526	31 030 710	40 798 015
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	55 166 242	4 712 821	10 644 443	49 234 620
Autres	23				
	24				
	25	107 305 441	24 402 347	41 675 153	90 032 635
	26	680 637 920	112 236 600	116 011 809	676 862 711
Dettes en cours de refinancement					
	27	(2 065 000)	2 065 000	()	()
	28	678 572 920	114 301 600	116 011 809	676 862 711

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25			

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	282,00	35,00	27 630 489	9 959 326	37 589 815
Professionnels	2					
Cols blancs	3	943,00	33,75	51 283 967	16 125 437	67 409 404
Cols bleus	4	356,00	40,00	23 986 854	8 279 619	32 266 473
Policiers	5	583,00	40,00	54 292 689	18 636 728	72 929 417
Pompiers	6	239,00	42,00	19 898 902	7 691 548	27 590 450
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	2 403,00		177 092 901	60 692 658	237 785 559
Élus	9	33,00		2 233 815	582 917	2 816 732
	10	2 436,00		179 326 716	61 275 575	240 602 291

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	23 455			23 455
Réseau de distribution de l'eau potable	13	839 184	1 637 235	3 006 402	5 482 821
Traitement des eaux usées	14		11 721		11 721
Réseaux d'égout	15	781 323	246 016	380 200	1 407 539
Autres	16	29 828 891	2 393 073	4 533 785	36 755 749
	17	31 472 853	4 288 045	7 920 387	43 681 285

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale												
Application de la loi	1	8 461 916	27	356 730	53	8 818 646	79	1 282 826	105	7 535 820	131	284 780
Évaluation	2	5 869 926	28	501 856	54	6 371 782	80		106	6 371 782	132	199 129
Autres	3	43 179 749	29	3 682 556	55	46 862 305	81	3 162 140	107	43 700 165	133	5 753 625
	4	57 511 591	30	4 541 142	56	62 052 733	82	4 444 966	108	57 607 767	134	6 237 534
Sécurité publique												
Police	5	106 107 962	31	3 005 339	57	109 113 301	83	1 706 538	109	107 406 763	135	4 922 135
Sécurité incendie	6	36 418 652	32	1 184 841	58	37 603 493	84	121 227	110	37 482 266	136	1 717 123
Sécurité civile	7	151 058	33	2 665	59	153 723	85	128 326	111	25 397	137	
Autres	8	4 515 370	34		60	4 515 370	86		112	4 515 370	138	
	9	147 193 042	35	4 192 845	61	151 385 887	87	1 956 091	113	149 429 796	139	6 639 258
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	17 421 513	36	15 019 040	62	32 440 553	88	348 557	114	32 091 996	140	7 601 734
Enlèvement de la neige	11	19 402 568	37	180 907	63	19 583 475	89	28 906	115	19 554 569	141	178 809
Autres	12	5 279 630	38	1 364 556	64	6 644 186	90	3 356 728	116	3 287 458	142	
Transport collectif	13	69 215 633	39	248 630	65	69 464 263	91	34 303	117	69 429 960	143	28 937
Autres	14		40	56 043	66	56 043	92		118	56 043	144	935 458
	15	111 319 344	41	16 869 176	67	128 188 520	93	3 768 494	119	124 420 026	145	8 744 938
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable												
Réseau de distribution de l'eau potable	16	8 321 942	42	2 150 182	68	10 472 124	94		120	10 472 124	146	590 707
Traitement des eaux usées	17	6 589 239	43	3 168 943	69	9 758 182	95	1 204 856	121	8 553 326	147	2 152 456
Réseaux d'égout	18	9 267 008	44	7 893 707	70	17 160 715	96	17 856	122	17 142 859	148	354 098
	19	3 269 302	45	4 721 954	71	7 991 256	97		123	7 991 256	149	3 304 478
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	23 982 292	46	531 127	72	24 513 419	98	137 201	124	24 376 218	150	165 506
Matières recyclables	21	11 366 343	47	851 407	73	12 217 750	99		125	12 217 750	151	
Autres	22		48	182 711	74	182 711	100		126	182 711	152	
Cours d'eau	23		49		75		101	1 186	127	(1 186)	153	2 952
Protection de l'environnement	24		50	38 811	76	38 811	102		128	38 811	154	
Autres	25	75 667	51		77	75 667	103	41 607	129	34 060	155	255 313
	26	62 871 793	52	19 538 842	78	82 410 635	104	1 402 706	130	81 007 929	156	6 825 510

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	2 098 889	172		187	2 098 889	202		217	2 098 889	232	44 975
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	117 658	174	1 157	189	118 815	204	15 904	219	102 911	234	
	160	2 216 547	175	1 157	190	2 217 704	205	15 904	220	2 201 800	235	44 975
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	12 009 417	176	69 920	191	12 079 337	206	147 774	221	11 931 563	236	
Rénovation urbaine	162	3 233 832	177		192	3 233 832	207		222	3 233 832	237	645 316
Promotion et développement économique	163	4 850 459	178	49 708	193	4 900 167	208		223	4 900 167	238	3 281
Autres	164	819 457	179	51 965	194	871 422	209	127 996	224	743 426	239	1 274 315
	165	20 913 165	180	171 593	195	21 084 758	210	275 770	225	20 808 988	240	1 922 912
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	35 172 377	181	4 278 702	196	39 451 079	211	1 988 722	226	37 462 357	241	3 058 493
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	10 334 502	182	766 736	197	11 101 238	212	189 042	227	10 912 196	242	1 074 537
Autres	168	6 728 780	183	1 340 615	198	8 069 395	213	72 926	228	7 996 469	243	26 489
	169	52 235 659	184	6 386 053	199	58 621 712	214	2 250 690	229	56 371 022	244	4 159 519
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	454 261 141	186	51 700 808	201	505 961 949	216	14 114 621	231	491 847 328	246	34 574 646

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	41 822 745	22 675 863
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	1 144 430	1 033 310
Solde redressé au début de l'exercice	3	42 967 175	23 709 173
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	16 674 833	38 237 353
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(687 164)	(495 304)
Activités d'investissement	6		(298 300)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(3 269 112)	(3 870 000)
Réserves financières et fonds réservés	8	(36 870 000)	(14 420 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	22 983	104 253
	11	(24 128 460)	19 258 002
Solde à la fin de l'exercice	12	18 838 715	42 967 175
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	6 829 443	4 555 270
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	6 829 443	4 555 270
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(3 520 069)	(1 595 827)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	3 269 112	3 870 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(250 957)	2 274 173
Solde à la fin de l'exercice	22	6 578 486	6 829 443
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	68 669 608	55 273 086
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	68 669 608	55 273 086
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	5 944 678	3 494 836
Activités d'investissement	27	(10 798 643)	(5 814 293)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	36 870 000	14 420 000
Financement des investissements en cours	29	1 737 049	1 295 979
	30	33 753 084	13 396 522
Solde à la fin de l'exercice	31	102 422 692	68 669 608

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(48 649 377)	(44 201 185)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(43 553 595)	1 344 442
Solde redressé au début de l'exercice	34	(92 202 972)	(42 856 743)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	(3 976 700)	(844 000)
Régimes non capitalisés	38	(5 428 400)	(4 358 100)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	39	()	()
	40	(1 410 619)	(66 176)
	41	(10 815 719)	(5 135 924)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	(3 601 054)	()
	43	(14 416 773)	(5 135 924)
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	2 212 298	753 908
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45	6 945 594	
	46	9 157 892	753 908
Solde à la fin de l'exercice	47	(97 461 853)	(47 238 759)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(19 819 538)	(9 803 517)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49	(3 549 366)	(859 242)
Solde redressé au début de l'exercice	50	(23 368 904)	(10 662 759)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales			
	51	(8 860 713)	(11 305 913)
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52	(22 983)	(104 253)
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54	(1 737 049)	(1 295 979)
	55	(10 620 745)	(12 706 145)
Solde à la fin de l'exercice	56	(33 989 649)	(23 368 904)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	594 220 229	563 433 299
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	20 816 924	(27 372 033)
Solde redressé au début de l'exercice	59	615 037 153	536 061 266
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	34 393 628	34 011 670
Solde à la fin de l'exercice	63	649 430 781	570 072 936

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	7 _____		8 <input checked="" type="checkbox"/>

ADMINISTRATION MUNICIPALE

MEMBRES DU CONSEIL

MAIRE Caroline St-Hilaire

CONSEILLERS

Monique Bastien
 Éric Beaulieu
 Lorraine Guay Boivin
 Michel Lanctôt
 Robert Myles
 Jacques E. Poitras
 Colette Éthier
 Stéphane Richer

Albert Beaudry
 Nathalie Boisclair
 Benoît L'Écuyer
 Jacques Lemire
 Sylvie Parent
 France Dubé
 Xavier Léger

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL André Lachapelle

GREFFIER Annie Bouchard

TRÉSORIER OU
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER Sylvie Toupin

MEMBRES DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

PRÉSIDENT Caroline St-Hilaire

AUTRES MEMBRES**Noms**

Albert Beaudry
 Paul Leduc
 Jean Martel
 Monique Bastien
 Nathalie Boisclair
 Alain Dépatie
 Michel Lanctôt

Titres

Conseiller de la Ville de Longueuil
 Maire Ville de Brossard
 Maire Ville de Boucherville
 Conseillère de la Ville de Longueuil
 Conseillère de la Ville de Longueuil
 Maire Ville de St-Lambert
 Conseiller de la Ville de Longueuil

MEMBRES DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

AUTRES MEMBRES

Noms	Titres
Martin Murray	Maire Ville de St-Bruno-de-Montarville
Sylvie Parent	Conseillère de la Ville de Longueuil

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 4250, chemin de la Savane
(no) (rue)
Longueuil J3Y 9G4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 463-7100 4335
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 463-7412
(ind. rég.) (numéro)

Courriel finances@ville.longueuil.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Mme Sylvie Toupin

Téléphone (450) 463-7100 4335
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 463-7412
(ind. rég.) (numéro)

Courriel sylvie.toupin@ville.longueuil.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton, SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 4805, boul. Lapinière Bureau 2100
(no) (rue)
Brossard J4Z 0G2
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 445-6226
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 876-5021
(ind. rég.) (numéro)

Courriel vallerand.pierre@rcgt.com

Responsable du dossier M. Pierre Vallerand, CPA, CA, Associé

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom Mme Francine Brunette

Titre Vérificatrice générale

Adresse 789, boul. Roland-Therrien
(no) (rue)
Longueuil J4H 4A6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 463-7100 5500
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 463-7386
(ind. rég.) (numéro)

Courriel francine.brunette@ville.longueuil.qc.ca

RAPPORT FINANCIER 2013
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES****Section I - Renseignements financiers non consolidés**

Table des matières	S4-A
Renseignements financiers non consolidés audités	S13-A - S23-A
Renseignements non consolidés non audités	S26-A - S28-A

Section II - Autres renseignements financiers non consolidés

Table des matières	S30-A
Taux global de taxation réel audité	S31-A - S34-A
Autres renseignements non consolidés non audités	S37-A - S54-A

Selon la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations
(chapitre E-20.001)

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES

TABLE DES MATIÈRES

	A=Agglomération	
		<u>PAGE</u>
Section I		
Renseignements financiers non consolidés audités		
Renseignements complémentaires non consolidés		
Résultats détaillés	S14-A	41
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	S15-A	42
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	S16-A	43
Charges par objets	S17-A	44
Autres renseignements complémentaires non consolidés		
Excédent (déficit) accumulé non consolidé	S23-A	45
Renseignements non consolidés non audités		
Analyse des revenus non consolidés	S27-A	47
Analyse des charges non consolidées	S28-A	48
Section II		
Autres renseignements financiers non consolidés - Table des matières	S30-A	50

Section I - Renseignements financiers non consolidés

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	1 700 000	1 666 218	1 688 098
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	292 169 002	292 833 759	288 153 983
Transferts	4	11 610 545	13 629 370	8 839 374
Services rendus	5	2 873 178	5 129 589	4 538 249
Imposition de droits	6	1 378	646	689
Amendes et pénalités	7	5 587 500	6 300 781	5 645 365
Intérêts	8	805 525	958 747	1 146 689
Autres revenus	9	234 811	2 016 283	1 465 609
	10	314 981 939	322 535 393	311 478 056
Investissement				
Taxes	11			
Quotes-parts	12			
Transferts	13	12 064 000	11 721	(1 011 904)
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	14	1 779 227		
Autres	15			
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16			
	17	13 843 227	11 721	(1 011 904)
	18	328 825 166	322 547 114	310 466 152
Charges				
Administration générale	19	38 836 155	38 059 803	38 904 632
Sécurité publique	20	131 881 306	142 137 056	128 398 084
Transport	21	68 300 000	70 074 233	67 112 489
Hygiène du milieu	22	40 347 065	38 440 453	38 602 860
Santé et bien-être	23		630 015	270 000
Aménagement, urbanisme et développement	24	7 309 463	6 794 597	6 654 132
Loisirs et culture	25	590 977	590 778	570 976
Réseau d'électricité	26			
Frais de financement	27	15 683 000	14 828 886	14 625 601
	28	302 947 966	311 555 821	295 138 774
Excédent (déficit) de l'exercice	29	25 877 200	10 991 293	15 327 378

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	25 877 200	10 991 293	15 327 378
Moins: revenus d'investissement	2 (	13 843 227 ) (	11 721 ) (	(1 011 904))
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	12 033 973	10 979 572	16 339 282
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		8 877	8 550
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			4 548
	8		8 877	13 098
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	126 333	1 641 299	1 429 785
Remboursement de la dette à long terme	17 (	16 139 381 ) (	19 292 017 ) (	17 243 103)
	18	(16 013 048)	(17 650 718)	(15 813 318)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (		37 133 ) (	251 541)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		345 545	133 554
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 300 000	1 789 604	1 700 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(988 700)	153 577	29 750
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	2 667 775	6 268 524	2 478 202
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	3 979 075	8 520 117	4 089 965
	26	(12 033 973)	(9 121 724)	(11 710 255)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 857 848	4 629 027

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	13 843 227	11 721	(1 011 904)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	4 842 000 ) (	2 674 078 ) (	4 727 741)
Sécurité publique	3 (	39 203 897 ) (	10 895 620 ) (	3 884 860)
Transport	4 (	1 571 720 ) (	84 341 ) (	1 634 514)
Hygiène du milieu	5 (	35 152 709 ) (	5 655 752 ) (	4 082 842)
Santé et bien-être	6 () () ()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	949 401 ) (	976 353)
Loisirs et culture	8 () () ()
Réseau d'électricité	9 () () ()
	10 (	80 770 326 ) (	20 259 192 ) (	15 306 310)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 () () ()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 () () ()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	65 051 854	15 993 350	11 153 010
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		37 133	251 541
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17	1 875 245	2 687 969	2 390 741
	18	1 875 245	2 725 102	2 642 282
	19	(13 843 227)	(1 540 740)	(1 511 018)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(1 529 019)	(2 522 922)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	95 228 536	103 513 919	99 019 014
Charges sociales	2	29 543 361	36 801 625	29 889 771
Biens et services	3	81 387 050	77 747 274	78 289 902
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	8 543 996	8 041 326	8 362 730
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	293 464	174 002	225 461
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	6 845 540	6 613 558	6 037 410
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9			
Autres	10	68 300 000	68 319 000	66 000 000
Autres organismes	11	4 984 910	5 081 759	5 032 201
Amortissement des immobilisations	12			
Autres				
- Autres	13	7 821 109	5 263 358	2 282 285
-	14			
-	15			
	16	302 947 966	311 555 821	295 138 774

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 2 939 465	6 347 162
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 18 129 040	17 827 855
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (62 964 149 ) (	28 557 144)
Financement des investissements en cours	4 (11 274 626)	(9 733 272)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7	

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté		
-	8	
-	9	
- Contestations judiciaires	10 9 000	9 000
-	11	
-	12	
- Exercice suivant	13	2 300 000
- Autres	14 510 396	
	15 519 396	2 309 000
Réserves financières		
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	22 2 510 666	913 653
Fonds parcs et terrains de jeux	23	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	24	
Société québécoise d'assainissement des eaux	25	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	26 412 135	448 633
Financement des activités de fonctionnement	27 1 548 209	2 793 326
Autres		
- Fonds d'assurances	28 2 163 634	1 213 243
- Fonds des immobilisations	29 7 825 000	7 300 000
- Développement durable	30	
- Autres	31 3 150 000	2 850 000
	32 17 609 644	15 518 855
	33 18 129 040	17 827 855

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	35 (27 372) ()	(35 213)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 ((2 286 000)) ()	((2 286 000))
Régimes non capitalisés	37 (19 929 000) ()	(19 929 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 (3 618 000) ()	(3 947 000)
Autres	39 ((437 952)) ()	((3 931 452))
Régimes non capitalisés	40 (14 935 518) ()	(11 790 918)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () ()	()
Autres		
- Paiements de transfert	42 ((960 270)) ()	((927 535))
-	43 () ()	()
	44 (34 825 668) ()	(28 557 144)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	45 (28 138 481) ()	()
	46 (62 964 149) ()	(28 557 144)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	47 2 971 012	1 694 438
Investissements à financer	48 (14 245 638) ()	(11 427 710)
	49 (11 274 626)	(9 733 272)

RENSEIGNEMENTS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1		(20 581)	(512)
Taxes spéciales				
Service de la dette	2		(1 577)	(236)
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9		(22 158)	(748)
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	1 700 000	1 688 376	1 688 846
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 700 000	1 688 376	1 688 846
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 700 000	1 688 376	1 688 846
	26	1 700 000	1 666 218	1 688 098

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34		
	35		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40		
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51		

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013	Réalizations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	29 231	332 090	368 619
Sécurité publique				
Police	53	100 620	64 024	143 527
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55		6 492	16 604
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57			
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59	22 980	196 952	271 925
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	4 989	23 455	26 323
Réseau de distribution de l'eau potable	68	57 935	480 379	835 919
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79	33 007	79 897	9 948
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	200 000	40 719	33 901
Rénovation urbaine	83	110 248	262 768	31 287
Promotion et développement économique	84	1 815 861	1 863 873	1 815 861
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	35 074	354 232	354 608
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	2 409 945	3 704 881	3 908 522

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013	Réalizations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	8 444 000		(964 652)
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108	620 000	11 721	(47 252)
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113	3 000 000		
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	12 064 000	11 721	(1 011 904)

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	8 200 600	8 663 407	3 468 122
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	1 000 000	1 261 082	1 462 730
	138	9 200 600	9 924 489	4 930 852
TOTAL DES TRANSFERTS	139	23 674 545	13 641 091	7 827 470

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140	578 000	2 190 428	1 665 409
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	578 000	2 190 428	1 665 409
Sécurité publique				
Police	144	807 804	1 131 969	1 528 398
Sécurité incendie	145		2 506	
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	807 804	1 134 475	1 528 398
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152	17 000	19 829	69 323
Autres	153			
	154	17 000	19 829	69 323
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	323 750	365 461	323 750
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	323 750	365 461	323 750
Réseau d'électricité	180			
	181	1 726 554	3 710 193	3 586 880

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	152 791	367 509	121 578
Sécurité publique	183	506 500	821 614	667 346
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	149 356	229 663	162 286
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	337 977	610	159
Loisirs et culture	193			
Réseau d'électricité	194			
	195	1 146 624	1 419 396	951 369
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	2 873 178	5 129 589	4 538 249
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	1 378	646	689
Droits de mutation immobilière	198			
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	1 378	646	689
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	5 587 500	6 300 781	5 645 365
INTÉRÊTS	203	805 525	958 747	1 146 689
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		36 158	
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207	1 779 227		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		512 896	
Autres	210	234 811	1 467 229	1 465 609
	211	2 014 038	2 016 283	1 465 609

**ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	403 377	314 301	337 110
Application de la loi	2	4 929 013	4 179 569	4 581 994
Gestion financière et administrative	3	2 101 011	2 444 874	906 263
Greffe	4			
Évaluation	5	6 145 408	5 869 926	5 998 876
Gestion du personnel	6	68 000	131 470	2 036 743
Autres	7	25 189 346	25 119 663	25 043 646
	8	38 836 155	38 059 803	38 904 632
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	9	99 433 506	105 542 456	97 304 927
Sécurité incendie	10	32 447 800	36 443 542	31 059 950
Sécurité civile	11		151 058	33 207
Autres	12			
	13	131 881 306	142 137 056	128 398 084
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14		858 600	1 112 489
Enlèvement de la neige	15			
Éclairage des rues	16			
Circulation et stationnement	17			
Transport collectif				
Transport en commun	18	68 300 000	69 215 633	66 000 000
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			
Autres	21			
	22	68 300 000	70 074 233	67 112 489

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013	Réalizations 2012
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	9 936 366	9 533 120	9 557 468
Réseau de distribution de l'eau potable	24			
Traitement des eaux usées	25	9 612 046	9 339 695	8 772 320
Réseaux d'égout	26			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27			
Élimination	28	14 626 546	13 650 212	15 068 407
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29			
Tri et conditionnement	30	1 566 553	1 480 213	1 477 775
Matières organiques				
Collecte et transport	31			
Traitement	32	813 119	928 247	872 035
Matériaux secs	33	3 540 259	3 192 861	2 483 607
Autres	34	252 176	316 105	354 455
Plan de gestion	35			
Autres	36			
Cours d'eau	37			16 793
Protection de l'environnement	38			
Autres	39			
	40	40 347 065	38 440 453	38 602 860
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	41		630 015	270 000
Sécurité du revenu	42			
Autres	43			
	44		630 015	270 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 858 452	2 246 737	2 154 284
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	46			
Autres biens	47			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	48	4 300 711	4 397 560	4 499 848
Tourisme	49	150 300	150 300	
Autres	50			
Autres	51			
	52	7 309 463	6 794 597	6 654 132

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013	Réalizations 2012
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	53			
Patinoires intérieures et extérieures	54			
Piscines, plages et ports de plaisance	55	448 977	448 976	448 976
Parcs et terrains de jeux	56			
Parcs régionaux	57			
Expositions et foires	58			
Autres	59			
	60	448 977	448 976	448 976
Activités culturelles				
Centres communautaires	61			
Bibliothèques	62			
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	63			
Autres ressources du patrimoine	64			
Autres	65	142 000	141 802	122 000
	66	142 000	141 802	122 000
	67	590 977	590 778	570 976
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ				
	68			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	69	8 738 048	8 160 073	8 545 235
Autres frais	70	99 412	55 255	42 956
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	71	6 681 207	6 456 300	5 939 500
Autres	72	164 333	157 258	97 910
	73	15 683 000	14 828 886	14 625 601

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

Section II - Autres renseignements financiers non consolidés

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES

TABLE DES MATIÈRES

	A=Agglomération	
	PAGE	
Section II		
Taux global de taxation réel audité		
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	S31-A	51
Taux global de taxation réel	S32-A	52
Autres renseignements non consolidés non audités		
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	S36-A	56
Acquisition d'immobilisations non consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	S36-A	56
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	S40-A	57
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	S45-A	58
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	S46-A	59
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	S47-A	60
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	S48-A	61
Taux des taxes	S50-A	62
Questionnaire	S52-A	64

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	
Revenus de taxes		10 11

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
Total partiel	4	
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1 _____
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2 _____
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 _____

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 _____
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 _____
Taux global de taxation réel de 2013	6 <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 050 000	438 120	655 837
Usines de traitement de l'eau potable	2	22 015 000	2 356 907	824 460
Usines et bassins d'épuration	3	3 583 300	1 297 734	1 943 341
Conduites d'égout	4	1 206 406	96 302	338 298
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 004 000	84 342	1 504 339
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	100 000		(63 175)
Aires de stationnement	9		423 754	3 873
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11	7 258 003	956 357	1 112 470
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	23 519 892	4 859 365	3 304 915
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	10 770 980	3 133 517	1 585 360
Ameublement et équipement de bureau	18	9 262 745	4 904 973	3 406 957
Machinerie, outillage et équipement divers	19		421 246	502 154
Terrains	20		1 286 575	187 481
Autres	21			
	22	80 770 326	20 259 192	15 306 310

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		380 643	650 805
Usines de traitement de l'eau potable	24		2 356 907	824 460
Usines et bassins d'épuration	25		1 297 734	1 943 341
Conduites d'égout	26		41 772	286 948
Autres infrastructures	27		1 404 214	2 292 714
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		57 477	5 032
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		54 530	51 350
Autres infrastructures	32		60 239	264 793
Autres immobilisations	33		14 605 676	8 986 867
	34		20 259 192	15 306 310

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
Ensemble des municipalités		
59005	Boucherville	42 729 371
58005	Brossard	60 554 556
58227	Longueuil	128 704 041
57015	Saint-Bruno-de-Montarville	24 920 807
58010	Saint-Lambert	17 589 354

1 274 498 129

Certaines municipalités		
59005	Boucherville	2 152 645
58005	Brossard	6 426 775
58227	Longueuil	7 905 960
57015	Saint-Bruno-de-Montarville	855 647
58010	Saint-Lambert	994 603

2 18 335 630

3 292 833 759

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1	713 953	365 869
Charges sociales	2	34 715	20 572
Biens et services	3	19 510 524	14 919 869
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	20 259 192	15 306 310

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	5 465 588	5 576 756
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	881 574	844 933
Solde redressé au début de l'exercice	3	6 347 162	6 421 689
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 857 848	4 629 027
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(345 545)	(133 554)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7		(2 300 000)
Réserves financières et fonds réservés	8	(4 920 000)	(2 270 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(3 407 697)	(74 527)
Solde à la fin de l'exercice	12	2 939 465	6 347 162
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	2 309 000	1 709 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	2 309 000	1 709 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 789 604)	(1 700 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		2 300 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(1 789 604)	600 000
Solde à la fin de l'exercice	22	519 396	2 309 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	15 518 855	15 592 220
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	15 518 855	15 592 220
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(153 577)	(29 750)
Activités d'investissement	27	(2 687 969)	(2 390 741)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	4 920 000	2 270 000
Financement des investissements en cours	29	12 335	77 126
	30	2 090 789	(73 365)
Solde à la fin de l'exercice	31	17 609 644	15 518 855

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(29 484 679)	(26 975 332)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(30 316 991)	896 390
Solde redressé au début de l'exercice	34	(59 801 670)	(26 078 942)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	(3 810 400)	(677 700)
Régimes non capitalisés	38	(3 144 600)	(2 493 200)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	39	()	()
	40	(927 535)	(31 145)
	41	(7 882 535)	(3 139 755)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	(1 641 299)	()
	43	(9 523 834)	(3 139 755)
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	1 614 010	661 553
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45	4 747 345	
	46	6 361 355	661 553
Solde à la fin de l'exercice	47	(62 964 149)	(28 557 144)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(9 733 272)	(7 133 224)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	(9 733 272)	(7 133 224)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	(1 529 019)	(2 522 922)
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54	(12 335)	(77 126)
	55	(1 541 354)	(2 600 048)
Solde à la fin de l'exercice	56	(11 274 626)	(9 733 272)

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>6 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>CA-2013-201</u> 2	1 730 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>7 730 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>7 730 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 243 139 2	3	149 507 4	86 5	6	7	392 732
Montant réservé pour le service de la dette	8 205 494 9	10	1 655 500 11	12	1 841 591 13	14	19 403
	15 448 633 16	17	1 805 007 18	86 19	1 841 591 20	21	412 135

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[][][][] , [][] \$	
Égout	2	[][][][] , [][] \$	
Eau et égout	3	[][][][] , [][] \$	
Traitement des eaux usées	4	[][][][] , [][] \$	
Matières résiduelles	5	[][][][] , [][] \$	

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

	6	[][] , [][][][] %	
--	---	-------------------------	--

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON
1. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2013	3 _____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	4 _____	\$
2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	7 _____	\$
b) autres formes d'aide	8 _____	\$
3. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant.	11 _____	\$
4. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant.	14 _____	\$
5. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>

RAPPORT FINANCIER 2013
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE NON CONSOLIDÉES****Section I - Renseignements financiers non consolidés**

Table des matières	S4-L
Renseignements financiers non consolidés audités	S13-L - S23-L
Renseignements non consolidés non audités	S26-L - S28-L

Section II - Autres renseignements financiers non consolidés

Table des matières	S30-L
Taux global de taxation réel audité	S31-L - S34-L
Autres renseignements non consolidés non audités	S37-L - S54-L

Selon la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations
(chapitre E-20.001)

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE NON CONSOLIDÉES

TABLE DES MATIÈRES

	L=Locale	
		PAGE
Section I		
Renseignements financiers non consolidés audités		
Renseignements complémentaires non consolidés		
Résultats détaillés	S14-L	68
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	S15-L	69
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	S16-L	70
Charges par objets	S17-L	71
Autres renseignements complémentaires non consolidés		
Excédent (déficit) accumulé non consolidé	S23-L	72
Renseignements non consolidés non audités		
Analyse des revenus non consolidés	S27-L	74
Analyse des charges non consolidées	S28-L	75
Section II		
Autres renseignements financiers non consolidés - Table des matières	S30-L	77

Section I - Renseignements financiers non consolidés

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	277 452 038	277 715 332	271 897 127
Compensations tenant lieu de taxes	2	16 160 877	16 215 100	17 467 185
Quotes-parts	3			
Transferts	4	12 971 150	17 891 772	19 527 101
Services rendus	5	41 748 154	38 978 623	39 188 801
Imposition de droits	6	16 654 793	17 247 660	18 365 706
Amendes et pénalités	7	5 468 900	5 936 065	6 331 852
Intérêts	8	2 742 800	3 452 820	3 256 551
Autres revenus	9	2 826 258	7 428 867	16 055 020
	10	376 024 970	384 866 239	392 089 343
Investissement				
Taxes	11			
Quotes-parts	12			
Transferts	13	13 889 500	12 148 422	20 610 847
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	14	12 758 000	8 171 773	2 195 668
Autres	15		677 909	175 873
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16			
	17	26 647 500	20 998 104	22 982 388
	18	402 672 470	405 864 343	415 071 731
Charges				
Administration générale	19	65 531 959	58 208 859	57 965 771
Sécurité publique	20	68 584 629	68 642 260	66 384 517
Transport	21	71 369 206	77 368 805	70 008 347
Hygiène du milieu	22	49 956 749	47 021 597	46 180 767
Santé et bien-être	23	1 550 422	1 590 998	1 676 851
Aménagement, urbanisme et développement	24	17 485 892	19 498 818	19 238 407
Loisirs et culture	25	51 293 440	52 316 861	50 180 424
Réseau d'électricité	26			
Frais de financement	27	21 193 706	19 745 760	20 621 276
	28	346 966 003	344 393 958	332 256 360
Excédent (déficit) de l'exercice	29	55 706 467	61 470 385	82 815 371

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	55 706 467	61 470 385	82 815 371
Moins: revenus d'investissement	2 (	26 647 500 ) (	20 998 104 ) (	22 982 388)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	29 058 967	40 472 281	59 832 983
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		7 778 546	39 333
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7		227 993	
	8		8 006 539	39 333
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		499 190	2 626 536
Réduction de valeur / Reclassement	10		(180 214)	
	11		318 976	2 626 536
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	642 621	1 959 755	2 733 855
Remboursement de la dette à long terme	17 (	25 383 922 ) (	29 823 377 ) (	28 198 391)
	18	(24 741 301)	(27 863 622)	(25 464 536)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	) (	4 425 919 ) (	2 062 795)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	484 732	341 619	361 750
Excédent de fonctionnement affecté	21	(5 785 823)	1 730 465	(104 173)
Réserves financières et fonds réservés	22	(950 000)	(6 098 255)	(3 524 586)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	1 933 425	2 334 897	1 903 814
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(4 317 666)	(6 117 193)	(3 425 990)
	26	(29 058 967)	(25 655 300)	(26 224 657)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		14 816 981	33 608 326

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	26 647 500	20 998 104	22 982 388
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	4 955 000 ) (	704 752 ) (	2 975 913)
Sécurité publique	3 () () ()
Transport	4 (	64 996 941 ) (	38 255 643 ) (	39 432 213)
Hygiène du milieu	5 (	34 253 936 ) (	14 883 358 ) (	21 244 841)
Santé et bien-être	6 () () ()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	8 209 800 ) (	795 826 ) (	816 010)
Loisirs et culture	8 (	46 247 563 ) (	16 921 361 ) (	6 303 642)
Réseau d'électricité	9 () () ()
	10 (	158 663 240 ) (	71 560 940 ) (	70 772 619)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	) (	2 539 575 ) (	2 088 637)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 () () ()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	125 955 740	33 234 124	35 311 230
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		4 425 919	2 062 795
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			298 300
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17	6 060 000	8 110 674	3 423 552
	18	6 060 000	12 536 593	5 784 647
	19	(26 647 500)	(28 329 798)	(31 765 379)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(7 331 694)	(8 782 991)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	72 786 524	72 985 881	69 722 320
Charges sociales	2	22 687 811	23 962 840	22 025 996
Biens et services	3	78 805 363	80 154 566	73 194 740
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	15 260 438	13 596 042	13 415 065
D'autres organismes municipaux	5	1 791 204	1 609 161	2 582 635
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	794 411	1 242 239	1 565 560
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	3 347 653	3 298 318	3 058 016
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	136 188 012	136 610 001	134 351 331
Autres	10	3 468 718	4 044 845	3 468 291
Autres organismes	11	234 975	235 076	107 027
Amortissement des immobilisations	12			
Autres				
- Autres	13	11 600 894	6 654 989	8 765 379
-	14			
-	15			
	16	346 966 003	344 393 958	332 256 360

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 15 899 246	36 620 014
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 90 872 139	57 671 196
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (34 497 704 ) (	18 681 614)
Financement des investissements en cours	4 (22 715 023)	(13 635 632)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7	

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté			
- Régime de prestation suppl.	8 792 323	949 628	
- Contrôle de la dette	9 939 113	939 113	
- Contestations judiciaires	10 273 832	276 992	
- Fins communautaires	11 207 500	207 500	
- Élections	12	1 070 000	
- Exercice suivant	13 3 306 870	500 000	
- Autres	14 539 453	577 210	
	15 6 059 091	4 520 443	
Réserves financières			
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	22 9 484 039	5 280 655	
Fonds parcs et terrains de jeux	23 720 070	1 876 913	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	24		
Société québécoise d'assainissement des eaux	25 83 792	132 263	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	26 3 752 985	3 589 797	
Financement des activités de fonctionnement	27 4 537 061	4 488 173	
Autres			
- Fonds d'assurances	28 2 298 237	2 591 327	
- Fonds infrastructures/immos	29 29 472 100	12 509 932	
- Développement durable	30 18 405 211	10 195 665	
- Autres	31 16 059 553	12 486 028	
	32 84 813 048	53 150 753	
	33 90 872 139	57 671 196	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	35 (145 671) ()	(193 464)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 ((4 034 000)) ()	((4 034 000))
Régimes non capitalisés	37 (17 464 000) ()	(17 464 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 () ()	()
Autres	39 ((767 248)) ()	((895 448))
Régimes non capitalisés	40 (8 720 482) ()	(6 436 682)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () ()	()
Autres		
- Paiements de transfert	42 ((512 394)) ()	((483 084))
-	43 () ()	()
	44 (21 016 511) ()	(18 681 614)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	45 (13 481 193) ()	()
	46 (34 497 704) ()	(18 681 614)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	47 21 865 819	24 441 445
Investissements à financer	48 (44 580 842) ()	(38 077 077)
	49 (22 715 023)	(13 635 632)

RENSEIGNEMENTS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	238 193 162	237 991 790	233 307 359
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	32 139 437	32 204 795	30 835 130
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	24 489	24 489	42 881
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	270 357 088	270 221 074	264 185 370
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	916 800	915 082	892 177
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-Remembrement agricole	14		163 556	163 172
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	6 178 150	6 415 620	6 656 408
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	7 094 950	7 494 258	7 711 757
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	7 094 950	7 494 258	7 711 757
	26	277 452 038	277 715 332	271 897 127

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	1 383 460	1 450 510	1 400 451
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28		765	138
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	4 380	4 386	4 386
	31	1 387 840	1 455 661	1 404 975
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	4 131 735	4 155 683	4 532 314
Cégeps et universités	33	2 475 558	2 418 063	2 736 319
Écoles primaires et secondaires	34	4 180 624	4 130 831	4 628 381
	35	10 787 917	10 704 577	11 897 014
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	12 175 757	12 160 238	13 301 989
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	3 480 083	3 549 335	3 572 572
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42		500	500
Taxes d'affaires	43			
	44	3 480 083	3 549 835	3 573 072
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45	505 037	505 027	592 124
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	505 037	505 027	592 124
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	16 160 877	16 215 100	17 467 185

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013	Réalizations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52		18 129	
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	150 582	523 082	543 412
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	58 298	358 805	469 767
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	77 187	781 323	948 903
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	2 060 000	1 877 304	2 061 370
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		25 644	(12 123)
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			73 391
Rénovation urbaine	83	103 297	1 915 536	2 190 127
Promotion et développement économique	84		8 667	
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	124 513	455 395	453 797
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	975 673	1 282 145	1 440 138
Autres	88		160 137	343 695
Réseau d'électricité	89			
	90	3 549 550	7 406 167	8 512 477

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013	Réalizations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	715 000	6 888 737	9 521 311
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102	100 000		
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	6 085 000	4 643 637	8 064 792
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	200 000	626 216	2 911 937
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116	1 380 000		
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122	1 397 500		
Promotion et développement économique	123		15 000	
Autres	124		1 668	3 847
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	4 012 000	(26 836)	66 567
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			42 393
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	13 889 500	12 148 422	20 610 847

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	6 321 600	6 678 448	6 488 005
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	3 100 000	3 807 157	4 526 619
	138	9 421 600	10 485 605	11 014 624
TOTAL DES TRANSFERTS	139	26 860 650	30 040 194	40 137 948

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	25 417 431	25 725 802	25 067 794
	143	25 417 431	25 725 802	25 067 794
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156	1 318 217	1 292 813	1 455 827
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158	72 686	72 686	71 401
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	846 536	251 798	803 880
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	2 237 439	1 617 297	2 331 108
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171	2 319 535	2 319 535	2 187 298
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175	2 319 535	2 319 535	2 187 298
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	29 974 405	29 662 634	29 586 200

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	2 078 351	2 299 023	2 351 720
Sécurité publique	183			4 168
Transport				
Réseau routier	184	3 774 075	3 748 665	3 838 021
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	1 355 595	1 092 008	971 375
Santé et bien-être	191	36 000	15 904	17 870
Aménagement, urbanisme et développement	192	2 670 377	275 159	286 211
Loisirs et culture	193	1 859 351	1 885 230	2 133 236
Réseau d'électricité	194			
	195	11 773 749	9 315 989	9 602 601
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	41 748 154	38 978 623	39 188 801
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	2 504 793	2 076 531	2 057 562
Droits de mutation immobilière	198	14 150 000	15 171 129	16 308 144
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	16 654 793	17 247 660	18 365 706
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	5 468 900	5 936 065	6 331 852
INTÉRÊTS	203	2 742 800	3 452 820	3 256 551
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		4 064 865	11 456 616
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207	12 758 000	8 171 773	2 231 712
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209	1 791 204	1 675 155	2 844 637
Autres	210	1 035 054	2 366 756	1 893 596
	211	15 584 258	16 278 549	18 426 561

**ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	4 358 312	4 062 552	4 299 504
Application de la loi	2	6 104 478	6 434 573	6 745 210
Gestion financière et administrative	3	34 839 635	26 940 105	25 186 466
Greffe	4	2 431 858	3 418 957	1 828 292
Évaluation	5	2 929 065	2 929 065	2 909 902
Gestion du personnel	6	7 304 200	6 455 721	6 545 143
Autres	7	7 564 411	7 967 886	10 451 254
	8	65 531 959	58 208 859	57 965 771
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	9	48 034 840	48 053 442	47 564 482
Sécurité incendie	10	16 073 448	16 073 448	15 442 725
Sécurité civile	11			
Autres	12	4 476 341	4 515 370	3 377 310
	13	68 584 629	68 642 260	66 384 517
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	19 080 786	20 028 418	18 965 122
Enlèvement de la neige	15	14 790 282	19 402 568	14 826 852
Éclairage des rues	16	1 844 704	2 012 921	2 014 577
Circulation et stationnement	17	3 459 984	3 266 709	3 186 553
Transport collectif				
Transport en commun	18	32 193 450	32 658 189	31 015 243
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			
Autres	21			
	22	71 369 206	77 368 805	70 008 347

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	5 385 794	5 238 444	4 738 416
Réseau de distribution de l'eau potable	24	7 957 095	7 240 534	7 130 456
Traitement des eaux usées	25	5 244 010	5 244 010	5 326 277
Réseaux d'égout	26	3 355 816	3 860 286	3 586 815
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27	12 735 058	10 583 878	10 875 475
Élimination	28	6 895 492	6 895 492	7 128 290
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29	4 803 232	4 741 707	4 552 986
Tri et conditionnement	30	265 922	265 922	231 427
Matières organiques				
Collecte et transport	31	567 801	707 211	527 959
Traitement	32	381 652	381 652	423 312
Matériaux secs	33	1 623 665	1 623 665	928 588
Autres	34	118 363	118 363	118 425
Plan de gestion	35			
Autres	36			
Cours d'eau	37	17 658	17 658	26 971
Protection de l'environnement	38			
Autres	39	605 191	102 775	585 370
	40	49 956 749	47 021 597	46 180 767
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	41	1 480 422	1 473 340	1 592 244
Sécurité du revenu	42			
Autres	43	70 000	117 658	84 607
	44	1 550 422	1 590 998	1 676 851
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	45	14 541 372	13 271 732	10 927 674
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	46			
Autres biens	47	230 626	3 464 458	5 828 613
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	48	1 412 520	1 539 455	1 379 217
Tourisme	49			
Autres	50			
Autres	51	1 301 374	1 223 173	1 102 903
	52	17 485 892	19 498 818	19 238 407

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	53	1 107 769	1 076 727	1 100 386
Patinoires intérieures et extérieures	54	6 791 621	7 181 845	7 070 348
Piscines, plages et ports de plaisance	55	5 007 817	5 237 489	4 957 544
Parcs et terrains de jeux	56	17 405 614	17 760 180	16 595 171
Parcs régionaux	57	2 282 242	2 067 703	1 708 431
Expositions et foires	58	342 200	293 788	559 578
Autres	59	1 711 949	1 710 262	1 896 098
	60	34 649 212	35 327 994	33 887 556
Activités culturelles				
Centres communautaires	61	2 606 326	2 268 592	2 155 464
Bibliothèques	62	10 332 377	10 334 502	9 793 975
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	63			
Autres ressources du patrimoine	64			
Autres	65	3 705 525	4 385 773	4 343 429
	66	16 644 228	16 988 867	16 292 868
	67	51 293 440	52 316 861	50 180 424
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ				
	68			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	69	17 087 502	15 864 188	17 037 896
Autres frais	70	758 551	583 254	525 364
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	71	3 267 193	3 238 400	2 993 000
Autres	72	80 460	59 918	65 016
	73	21 193 706	19 745 760	20 621 276

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

Section II - Autres renseignements financiers non consolidés

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE NON CONSOLIDÉES

TABLE DES MATIÈRES

	L=Locale	
	PAGE	
Section II		
Taux global de taxation réel audité		
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	S31-L	78
Taux global de taxation réel	S32-L	79
Autres renseignements non consolidés non audités		
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	S36-L	83
Acquisition d'immobilisations non consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	S36-L	83
Analyse de la charge de quotes-parts non consolidée	S39-L	84
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	S45-L	85
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	S46-L	86
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	S47-L	87
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	S48-L	88
Taux des taxes	S50-L	89
Questionnaire	S52-L	91



Bureau de la Vérificatrice générale

Rapport de la Vérificatrice générale

Aux membres du conseil municipal,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de Longueuil (ci-après « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q. chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global réel ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

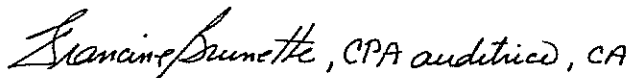
Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Le 28 avril 2014

 Francine Brunette, CPA auditeuse, CA

Francine Brunette, CPA auditeur, CA

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>279 272 347</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	1 557 015
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>1 557 015</u>
Revenus de taxes	11	<u><u>277 715 332</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	277 715 332
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	1 557 015
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>279 272 347</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	60 455 938	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>60 455 938</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>218 816 409</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>22 367 076 100</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>22 470 254 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>22 418 665 300</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>218 816 409</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>22 418 665 300</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	[] [] [] , [9 | 7 | 6 | 0] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	10 489 660	5 674 635	16 996 227
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	16 739 817	8 387 654	3 296 407
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	47 442 714	29 442 450	34 581 749
Ponts, tunnels et viaducs	7	1 708 268	66 067	10 077
Systèmes d'éclairage des rues	8	816 479	1 284 890	1 593 232
Aires de stationnement	9		11 153	
Parcs et terrains de jeux	10	30 087 663	8 216 398	3 739 888
Autres infrastructures	11	11 924 459	3 604 431	1 707 534
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 685 000	822 525	2 429 479
Édifices communautaires et récréatifs	14	16 159 900	6 000 029	1 666 111
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	10 094 480	1 803 572	1 460 073
Ameublement et équipement de bureau	18	3 305 000	828 147	650 270
Machinerie, outillage et équipement divers	19		1 298 944	1 081 020
Terrains	20	1 160 000	4 062 678	1 560 552
Autres	21	7 049 800	57 367	
	22	158 663 240	71 560 940	70 772 619

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		4 164 240	16 820 146
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		2 835 722	2 760 812
Autres infrastructures	27		32 926 831	38 464 577
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		1 510 395	176 081
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		5 551 932	535 595
Autres infrastructures	32		9 698 558	3 167 903
Autres immobilisations	33		14 873 262	8 847 505
	34		71 560 940	70 772 619

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1	2 124 074	2 124 074	2 182 299
Évaluation	2	2 929 065	2 929 065	2 909 902
Autres	3	7 096 580	7 096 580	8 890 061
Sécurité publique				
Police	4	47 471 984	47 471 984	47 078 007
Sécurité incendie	5	16 073 448	16 073 448	15 456 130
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	3 465 505	3 465 505	3 069 017
Transport collectif	9	32 088 250	32 658 189	31 015 729
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	11 872 084	11 724 134	11 464 254
Matières résiduelles	12	9 285 095	9 285 095	8 830 841
Cours d'eau	13	17 658	17 658	27 547
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	27 108	27 108	32 688
Santé et bien-être				
Logement social	16	4 466	4 466	4 374
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	1 189 517	1 189 517	977 888
Rénovation urbaine	19	230 626	230 626	250 157
Promotion et développement économique	20	1 236 856	1 236 856	1 189 862
Autres	21	403 716	403 716	335 366
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	604 593	604 593	579 123
Activités culturelles	23	67 387	67 387	58 086
Réseau d'électricité				
	24			
	25	136 188 012	136 610 001	134 351 331

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1	2 112 963	2 057 251
Charges sociales	2	476 393	472 984
Biens et services	3	68 971 584	67 879 384
Frais de financement	4		363 000
Autres	5		
	6	71 560 940	70 772 619

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	36 357 157	17 099 107
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	262 857	188 378
Solde redressé au début de l'exercice	3	36 620 014	17 287 485
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	14 816 981	33 608 326
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(341 619)	(361 750)
Activités d'investissement	6		(298 300)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(3 269 113)	(1 570 000)
Réserves financières et fonds réservés	8	(31 950 000)	(12 150 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	22 983	104 253
	11	(20 720 768)	19 332 529
Solde à la fin de l'exercice	12	15 899 246	36 620 014
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	4 520 443	2 846 270
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	4 520 443	2 846 270
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 730 465)	104 173
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	3 269 113	1 570 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	1 538 648	1 674 173
Solde à la fin de l'exercice	22	6 059 091	4 520 443
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	53 150 753	39 680 866
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	53 150 753	39 680 866
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	6 098 255	3 524 586
Activités d'investissement	27	(8 110 674)	(3 423 552)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	31 950 000	12 150 000
Financement des investissements en cours	29	1 724 714	1 218 853
	30	31 662 295	13 469 887
Solde à la fin de l'exercice	31	84 813 048	53 150 753

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(19 164 698)	(17 225 853)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(13 236 603)	448 053
Solde redressé au début de l'exercice	34	(32 401 301)	(16 777 800)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	(166 300)	(166 300)
Régimes non capitalisés	38	(2 283 800)	(1 864 900)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	39	()	()
	40	(483 084)	(35 031)
	41	(2 933 184)	(1 996 169)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	(1 959 755)	()
	43	(4 892 939)	(1 996 169)
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	598 287	92 355
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45	2 198 249	
	46	2 796 536	92 355
Solde à la fin de l'exercice	47	(34 497 704)	(18 681 614)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(10 086 266)	(2 670 293)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49	(3 549 366)	(859 242)
Solde redressé au début de l'exercice	50	(13 635 632)	(3 529 535)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales			
	51	(7 331 694)	(8 782 991)
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52	(22 983)	(104 253)
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54	(1 724 714)	(1 218 853)
	55	(9 079 391)	(10 106 097)
Solde à la fin de l'exercice	56	(22 715 023)	(13 635 632)

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>9 370 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>CO-2013-808</u>	2 5 000 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>14 370 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>14 370 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs		Règlements d'emprunt fermés			Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
						Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement						
Montant non réservé	1	2 112 926	2		3		4	429 281	5		6	7	2 542 207
Montant réservé pour le service de la dette	8	1 476 871	9		10		11		12	266 093	13	14	1 210 778
	15	3 589 797	16		17		18	429 281	19	266 093	20	21	3 752 985

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
 (Montant fixe)
Par unité de logement

Eau	1	□□□□ , □□□	\$
Égout	2	□□□□ , □□□	\$
Eau et égout	3	□□□□ , □□□	\$
Traitement des eaux usées	4	□□□□ , □□□	\$
Matières résiduelles	5	□□□□ , □□□	\$

% de la valeur locative

Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	□□□ , □□□□□	%
---	---	-------------	---

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Q-P agglomération - résiduelle	,4328	1	
Q-P agglomération - 6 log +	,4415	1	
Q-P agglomération - non-résidentielle	1,3518	1	
Q-P agglomération - industrielle	1,4236	1	
Q-P agglomération - terrains vagues dess	,8656	1	
Q-P agglomération - immeubles agricoles	,4328	1	
TAXES DÉDIÉES INFRASTRUCTURES			
Catégorie résiduelle	,0184	1	
Catégorie des immeubles 6 log +	,0187	1	
Catégorie des immeubles non résidentiels	,0574	1	
Catégorie des immeubles industriels	,0604	1	
Catégorie des terrains vagues desservis	,0368	1	
Catégorie des immeubles agricoles	,0184	1	
TARIFICATION À L'ENSEMBLE DU TERRIT			
Piscine - résiduelle	30,0000	4	Unité
Piscine - 6 log +	30,0000	4	Unité
Eau potable au local - non-résidentielle	50,0000	4	Local
Eau potable au local - industrielle	100,0000	4	Local
VIEUX-LONGUEUIL			
Taxes foncières générales			
Catégorie résiduelle	,3600	1	
Catégorie des immeubles 6 log +	,3649	1	
Catégorie des immeubles non résidentiels	1,1805	1	
Catégorie des immeubles industriels	1,3400	1	
Catégorie des terrains vagues desservis	,7341	1	
Catégorie des immeubles agricoles	,3600	1	
Taxes spéciales du service de la dette			
Catégorie résiduelle	,1101	1	
Catégorie des immeubles 6 log +	,1121	1	
Catégorie des immeubles non résidentiels	,3486	1	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Catégorie des immeubles industriels	,3760	1	
Catégorie des terrains vagues desservis	,2214	1	
Catégorie des immeubles agricoles	,1101	1	
Autres			
Égout collecteur	,0096	2	
Eau au compteur	,1023	7	M3
Compensation org.religieux: maximum de LEMOYNE	1,0000	1	
Taxes foncières générales			
Catégorie résiduelle	,3915	1	
Catégorie des immeubles 6 log +	,4807	1	
Catégorie des immeubles non résidentiels	1,2228	1	
Catégorie des immeubles industriels	1,1448	1	
Catégorie des terrains vagues desservis	,6968	1	
Catégorie des immeubles agricoles	,3915	1	
Taxes spéciales du service de la dette			
Catégorie résiduelle	,1153	1	
Catégorie des immeubles 6 log +	,1248	1	
Catégorie des immeubles non résidentiels	,3609	1	
Catégorie des immeubles industriels	,3696	1	
Catégorie des terrains vagues desservis	,2230	1	
Catégorie des immeubles agricoles	,1153	1	
Autres			
Eau au compteur pour NR et industriel	,1400	7	M3
Compensation org.religieux: maximum de GREENFIELD PARK	1,0000	1	
Taxes foncières générales			
Catégorie résiduelle	,3517	1	
Catégorie des immeubles 6 log +	,6199	1	
Catégorie des immeubles non résidentiels	1,1070	1	
Catégorie des immeubles industriels	1,5994	1	
Catégorie des terrains vagues desservis	1,3454	1	
Catégorie des immeubles agricoles	,3517	1	
Taxes spéciales du service de la dette			
Catégorie résiduelle	,1484	1	
Catégorie des immeubles 6 log +	,2015	1	
Catégorie des immeubles non résidentiels	,4692	1	
Catégorie des immeubles industriels	,5775	1	
Catégorie des terrains vagues desservis	,4201	1	
Catégorie des immeubles agricoles	,1484	1	
Autres			
Eau au compteur pour NR et industriel	,9100	7	1 000 gal
Compensation org.religieux: maximum de SAINT-HUBERT	1,0000	1	
Taxes foncières générales			
Catégorie résiduelle	,3891	1	
Catégorie des immeubles 6 log +	,3553	1	
Catégorie des immeubles non résidentiels	1,1286	1	
S51-L			

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Catégorie des immeubles industriels	1,0509	1	
Catégorie des terrains vagues desservis	,7328	1	
Catégorie des immeubles agricoles	,3891	1	
Taxes spéciales du service de la dette			
Catégorie résiduelle	,1025	1	
Catégorie des immeubles 6 log +	,1023	1	
Catégorie des immeubles non résidentiels	,3155	1	
Catégorie des immeubles industriels	,3245	1	
Catégorie des terrains vagues desservis	,2026	1	
Catégorie des immeubles agricoles	,1025	1	
Autres			
Compensation org.religieux: maximum de	1,0000	1	
Surtaxe remembrement agricole	,9428	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON
<p>1. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?</p> <p>Si oui, indiquer les montants suivants :</p> <p>a) le montant total versé en 2013</p> <p>b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné</p>	<p>1 <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>3 _____</p> <p>4 _____</p>	<p>2 <input type="checkbox"/></p> <p>2 285 477 \$</p> <p>_____ \$</p>
<p>2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?</p> <p>Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :</p> <p>a) crédits de taxes</p> <p>b) autres formes d'aide</p>	<p>5 <input type="checkbox"/></p> <p>7 _____</p> <p>8 _____</p>	<p>6 <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>_____ \$</p> <p>_____ \$</p>
<p>3. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?</p> <p>Si oui, indiquer le montant.</p>	<p>9 <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>11 _____</p>	<p>10 <input type="checkbox"/></p> <p>95 636 \$</p> <p>_____</p>
<p>4. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?</p> <p>Si oui, indiquer le montant.</p>	<p>12 <input type="checkbox"/></p> <p>14 _____</p>	<p>13 <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>_____ \$</p>